

droit et liberté

revue mensuelle
du mouvement contre le racisme
l'antisémitisme et pour la paix

mr
ap

51 ■ n° 388 ■ mai 1978

stylo compo boulot

des rats à assas



FABRIQUE DE MAROQUINERIE
DE STYLE

SPÉCIALITÉ DE CROCODILE



Tél. 357 35 24

97, Rue Oberkampf
75011 PARIS

prêt à porter féminin

siguy

☎ 508 09.42

36, RUE DU CAIRE / PARIS 2

Julien O'Bar

66, Bd. Rochechouart - PARIS 18^e - Tel. ORN 26.33 - MON 20.88



maillots de bain

bilytis
PARIS



prévenir
vaut
mieux
que
guérir

Ets EMEKA

● **DECOUPAGE**

● **EMBOUTISSAGE**

● **OUTILLAGE**

18 bis, rue St-Fargeau
75020 PARIS

sièges

burov

39, RUE CROZATIER - 75561 PARIS CEDEX 12
TÉLÉPHONE 346.11.42 + BP 87

■ **courrier** ■

toujours les mêmes

Je souhaitais depuis longtemps adhérer au m.r.a.p. pour des raisons professionnelles, familiales et tous simplement humanitaires ; je suis épouvantée des propos — toujours les mêmes — tenus dans des milieux en principe libéraux et cultivés ; les « contrôles » dans le métro me rendent folle de rage et les attentats dont le siège du m.r.a.p. est régulièrement l'objet, prouvent, s'il en était besoin, que votre existence dérange les bons esprits et que l'on peut toujours compter sur toutes les formes latentes de racisme pour appuyer toute tentative d'instauration d'un pouvoir fascisant et/ou dictatorial.

Epouse d'un juif dont le père est mort en camp de concentration, l'antisémitisme est devenu pour moi autre chose qu'une abstraction.

Les travailleurs immigrés composent une bonne moitié de la clientèle de mon mari et nous entretenons avec eux des rapports souvent amicaux.

Institutrice ayant à m'occuper d'enfants en situation scolaire difficile dans un quartier à forte population étrangère mais principalement noire ou arabe, nous sommes ulcérées, mes collègues et moi-même, de constater à quel point l'avenir scolaire et professionnel de ces enfants est sombre. Ils composent d'ailleurs la moitié de nos classes, l'autre moitié venant de familles métropolitaines extrêmement modestes. Les familles « bien », elles, ont résolu le problème d'une éventuelle cohabitation en plaçant leurs gosses à l'école privée.

Mme Janine FRANK
75017 PARIS.

les premiers étrangers

D'abord, je commence par vous dire que je suis Algérien, j'ai 18 ans.

Après avoir lu des magazines droit et liberté qui m'ont fasciné, je me décide à vous écrire afin d'attirer votre attention sur des faits particulièrement graves, inhumains, indignes d'une démocratie comme la France, qui ternissent son image à l'étranger et qui ne font qu'appeler la haine et le racisme, surtout envers les Maghrébins ou les gens de couleur qui s'intègrent moins facilement que les Espagnols ou les Italiens.

Les expulsions : c'est le problème le plus grave ; elles sont pratiquées sans raisons ou bien des raisons qui ne le sont pas du tout. En voici un exemple : il y a trois ou quatre semaines, un jeune homme de 20 ans a été expulsé : vous allez savoir pourquoi. Il a frappé sa sœur (à peine, rassurez-vous) qui lui criait après, alors qu'il était très en colère après un léger cabossage de sa Renault 20

droit et liberté ■ n° 369 ■ mai 1978

qu'il avait achetée il y a trois mois, neuve. Sa sœur a déposé une plainte contre lui (plutôt pour la voiture que pour les gifles).

Elle n'aurait pas pensé une seule seconde que son frère allait quitter la France, son pays natal. La police n'a pas cherché à comprendre ; elle lui a laissé à peine, oui, à peine le temps de faire ses bagages.

Je pourrais encore vous en citer, des cas semblables, mais je n'ai ni assez de temps, ni assez de papier... Maintenant, un fait plus rapproché : Il y a trois jours à peine, cinq de mes amis discutaient sur une place lorsque des inspecteurs de police sont venus vérifier leurs papiers. Tous ne les avaient pas, tous n'ont pas eu de contraventions.

Eh ! oui, seuls les « pauvres » Algériens ont dû payer une somme de 25 F chacun, les autres, des Français, ont été avertis, non, conseillés d'avoir sur eux leur carte d'identité.

Pourquoi cela ? Simplement pour faire voir qu'ils étaient des étrangers, pour leur faire payer une somme qui, d'après eux, constitue le minimum ; un avertissement n'aurait-il pas suffi ? Ou bien alors appliquer le minimum aux indigènes ? Je me souviens qu'un jour, quand j'étais en classe de 6^e, le directeur était venu relever le nom des étrangers : j'avais levé le doigt en disant que j'étais Algérien, et il m'a répondu : « Les Algériens ne sont pas considérés comme étrangers ».

J'étais fier de la France, je pensais que cela n'allait plus changer ; mais je me suis bel et bien trompé, certains chefs d'entreprise n'embauchent pas des Algériens. En 1971, il n'y avait pas de crise économique. Mais que c'est loin tout cela, nous sommes les premiers étrangers...

Abdelali B.
30110 La Grand'Combe.

ceux qui oppriment

Je lis fidèlement votre journal, je l'ai par ma bibliothèque car j'ai peu de moyens. Je tiens à féliciter toutes les personnes qui collaborent à droit et liberté, que je trouve très intéressant.

Domage que ceux qui sont racistes ne le lisent pas !

Je vois que le m.r.a.p. fait beaucoup pour lutter contre le racisme, mais il existe toujours un certain racisme caché, hypocrite, dont les immigrés sont les victimes.

Les personnes qui pratiquent cette xénophobie sont des individus vraiment bas qui, pour se montrer supérieurs, essaient ce procédé stupide qui est d'écraser les immigrés pour se donner une contenance.

Mlle Mary LOPEZ
93 SEVRAN.

au sommaire

■ **sur le vif** ■

apartheid à la française p. 6

■ **l'événement** ■

des rats à assas p. 8
8 mai, une date d'avenir p. 9

■ **dossier** ■

stylo, compo, boulot p. 13

■ **vous dites** ■

touchés ! p. 22

et nos rubriques habituelles

la couverture est de Jean-Yves Treiber

**contre
l'antisémitisme**

Je vous écris en tant qu'adhérent du m.r.a.p. pour vous donner mon opinion sur le changement de nom de notre Mouvement. Tout en étant parfaitement conscient du fait que l'antisémitisme n'est rien d'autre qu'une des formes multiples du racisme et que par conséquent il y avait une certaine redondance à le mentionner dans le titre, je tiens à dire que cette petite bizarrerie logique n'entraînerait aucune erreur d'appréciation, en tout cas pas pour moi.

En effet si des personnes extérieures au m.r.a.p. s'offusquaient de cette mention au point de s'éloigner du Mouvement, je considère que c'était tout à l'honneur de ce dernier.

En effet si certains pensent que la lutte contre l'antisémitisme entraîne automatiquement un soutien inconditionnel aux extrémistes d'Israël, non seulement ils n'ont aucune place dans un mouvement démocratique, mais ils ne peuvent prétendre à aucun prix être des anti-racistes.

Je suis d'accord pour que le m.r.a.p. devienne le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, parce que je sais que cela impliquera nécessairement la lutte contre l'antisémitisme.

Bachir SENHAJI,
75002 PARIS.

JNS 3



46, Chaussée d'Antin
Paris Tél. : 744 20-18
874 67-55

Jane d'Arcy

Couture « Prêt à Porter »
Sélection des plus beaux modèles
22, rue de Poissy - St Germain-en-Laye
Tél. : 963-20-11

Prêt à Porter - Jeunes Filles

Spécialités de Manteaux

MASCOTTE

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 20.000 F

16, Rue Martel, 75010 PARIS Tél. : 770.74.15
770.18.13



BOUTONS BOUCLES FERMOIRS GALONS

113, rue d'Aboukir PARIS

TEL. 236-12-43
236-49-83

les fabriques du temple

MAROQUINERIE EN GROS
SACS FANTAISIE CUIR
ET MATIERES MODE
Téléphone

272 17.34
279 99.15

87, rue du Temple, Paris-3°
3, rue Michel-le-Comte, Paris-3°

DEFINGOS

Entreprise de Confection

7, Rue d'Enghien
75010 Paris - Tél. 770 54 55

snootie

PRÊT À PORTER FEMININ

347 rue saint-martin
75003 paris
272 11 49
sarl capital 20 000

tixier-vignancour à la télé

A la suite de la présentation d'une émission de télévision à laquelle participait M. Tixier-Vignancour, une lectrice de droit et liberté a envoyé au directeur de TF1 une lettre :

« Monsieur le Directeur,
J'ai l'honneur d'élever auprès de vous une vive protestation à la suite des faits survenus le jeudi 9 mars 1978.

J'écoutais le 9 mars dernier une émission consacrée aux élections législatives. Lors de cette séquence, j'ai entendu s'exprimer M. Tixier-Vignancour.

Ayant fait la résistance avec mon mari dès le début de l'année 1943 et jusqu'à la fin de la guerre, ses propos ont soulevé mon indignation.

J'ai immédiatement téléphoné à TF1 afin de faire part de ma révolte d'entendre un ancien collaborateur s'exprimer sur vos ondes.

La personne que j'ai eue au téléphone m'a répondu : « Taisez-vous, vous n'êtes pas française, vous n'avez pas la parole ! » Cette réplique m'a été faite parce que j'ai un accent.

Je tiens cependant à vous préciser que je suis française depuis 1932 et que j'ai pris toute ma place dans le cadre des combats pour la libération de notre territoire national.

Une telle attitude vis-à-vis de ma démarche est honteuse et scandaleuse »

Paulette FRANKIEL
91 SAVIGNY-SUR-ORGE

droit et liberté

mensuel

120, rue saint-denis, 75002 paris
téléphone 233.09.57 - c.c.p. 9239 81 paris

directeur de la publication
albert lévy

rédacteur en chef
jean-louis sagot-duvauroux

comité de rédaction
jean-pierre giovenco

michel bills ; mireille carrère ; patrick kamenka ;
honoré kponon ; félix lambert ; racine maïga ;
stéphane mavreste ; robert pac ; philippe porret ;
viviane rosen ; théo saint-jean ; yves thoraval ;
jean-yves treiber ; slimane zéghidour .

publicité
au siège du journal

ABONNEMENTS
• UN AN : 50 FRANCS • SOUTIEN : 100 FRANCS
ANTILLES, RÉUNION, MAGHREB, AFRIQUE FRANCOPHONE,
LAOS, CAMBODGE, NOUVELLE-CALÉDONIE : 55 FRANCS
AUTRES PAYS : 75 F - CHANGEMENT D'ADRESSE : 2 F

droit et liberté n° 369 ■ Mai 1978

■ éditorial ■

le piège de la violence

Le huit mai 1945, l'humanité tout entière sortait enfin du plus gigantesque traumatisme qu'elle ait connu. 60 000 000 de morts, des pays entiers totalement détruits; sur tous les continents, les plaies ouvertes de la guerre ! On pouvait croire que les hommes seraient vaccinés à jamais de cette fureur meurtrière, et pourtant ! La guerre de Corée, les massacres de Madagascar, l'Indochine sous les feux français puis américains, l'Algérie, le Proche-Orient, les colonies portugaises d'Afrique, l'Indonésie, la guerre du Yémen, les tentatives de partition du Congo et du Nigéria, l'Irlande, le Liban, les guerres de libération en Namibie, au Zimbabwe, le conflit fratricide de la corne de l'Afrique. Depuis 33 ans, sous tous les cieux, la guerre n'a cessé de broyer des millions de vies humaines.

Et puis, il ne faut pas oublier, dans tant de pays, des régimes qui sous des formes diverses ont choisi la violence meurtrière pour régner : l'Iran, le Chili, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, l'Argentine, les Philippines, le Cambodge, Oman etc. Centaines de milliers d'hommes sacrifiés à la raison d'Etat, qui n'est autre que la raison du plus fort, et le plus souvent, la raison du plus riche.

Dans cette danse macabre qui se nourrit des injustices et de l'égoïsme de ceux qui dominent, chacun trouve sa part, s'envoie à la face qui le million et demi d'Algériens tués pour maintenir sur ce pays une colonisation anachronique, qui Phnom Penh vidée de ses habitants dans une dramatique paranoïa révolutionnaire, qui les Palestiniens chassés de partout, partout massacrés, qui les 6 000 000 de victimes juives de la fureur nazie.

Serait-ce pour cette désespérante comptabilité de la haine que nous demanderions qu'aujourd'hui encore, l'on célèbre le huit mai ?

Non, nous n'avons pas de nostalgie guerrière, ni même de vengeance à assouvir ! Nous avons à maintenir, à développer, à imposer la paix, l'indispensable amitié entre les peuples qui seules permettront qu'on puisse enfin vivre correctement entre êtres humains. Et le huit mai, c'est cela d'abord.

Regardons à notre seuil : Les inscriptions de haine souillent nos murs : *Juifs au four, Mort aux nègres, Arabes dehors*. Les crimes et les violences racistes se multiplient : 73 Algériens tués par des racistes depuis 1971 ; un par mois ! Les exactions policières se développent d'autant plus dangereusement qu'une législation d'exception donne aux forces de l'ordre des pouvoirs exorbitants sur les étrangers. Les néo-nazis paradent, avouent leurs crimes ou leurs délits. Pourquoi se gêneraient-ils ? Ils ne sont jamais punis. Lorsque des organisations comme le mrap sont victimes d'attentats, un secrétaire d'Etat va jusqu'à déclarer que c'est à cause de la nature de leurs activités qu'elles subissent la violence et qu'elles n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes. Des conditions de travail désastreuses entraînent un taux record d'accidents chez les immigrés.

La violence n'est pas loin ; elle est là, à notre porte. Elle contient en germe tous les fléaux dont sont morts ceux qui combattirent le nazisme.

Or face à cette violence, quelques désespérés, quelques inconscients et même quelques provocateurs patentés croient nécessaire et judicieux d'utiliser l'arme du terrorisme, du crime et de la haine aveugle. C'est justement ce qui est menacé, ce qui est fragile, encore à naître qu'ils blessent par leurs actes irresponsables et criminels. Il ne portent aucun coup à l'oppression qu'ils font mine de dénoncer, mais affaiblissent les moyens que nous possédons aujourd'hui pour faire avancer les idées de progrès et de solidarité. Ils ouvrent la porte au renforcement des mesures policières, à de graves atteintes aux libertés de tous. Ils donnent aux fascistes des arguments pour faire progresser dans les esprits leurs sinistres théories.

Ça n'est pas pour les reprendre le lendemain que les résistants et les armées alliées ont déposé les armes le huit mai. Leur inoubliable victoire ouvrait la voie à des moyens nouveaux de lutte, de lutte pacifique pour que progressent encore les idées pour lesquelles ils s'étaient battus.

C'est cette lutte pacifique, ferme, sans compromission, fondée sur le soutien de tous les hommes de bonne volonté que le mrap veut aujourd'hui mener, étranger à toutes les violences qui viennent briser l'homme et jeter la société tout entière dans un engrenage sans issue.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

apartheid à la française

Créées pour accueillir les personnes expulsées des logements insalubres, les cités de transit sont devenues, à l'usage, des bidonvilles « normalisés ».

« Je suis arrivé ici en 1966, l'année de la construction de la cité. On m'avait alors promis de me reloger rapidement dans une H.L.M. Les années ont passé. Comme vous le voyez, je suis toujours là ». M. Zarrouki parle d'une voix lasse. Derrière lui, quelques enfants jouent au ballon sur un terrain vague. Nous sommes à l'intérieur de la cité de transit du 51, rue du Port, à Gennevilliers, où demeurent 400 personnes dont 280 enfants.

Au sud, l'autoroute A86 qui met Pontoise à quelques minutes seulement de Paris, déroule son large tapis de bitume sur lequel, continuellement, des voitures vont et viennent dans un tintamarre lancinant et

insupportable pour les nerfs.

Au nord, des grues de déchargement se découpent dans le ciel et rappellent aux riverains qu'il y a là un port, le port de Gennevilliers.

A l'est, une ligne de chemin de fer empruntée exclusivement par des wagons de marchandises, frôle la cité. Elle en marque la limite. Il y a quelques années un train a même déraillé tout près de l'école de la cité.

De l'autre côté de cette barrière horizontale s'étend une petite marre puante où viennent se réfugier, l'été, les moustiques. Depuis 1966 deux personnes s'y sont noyées.

Sur le fil du rasoir : la ligne de chemin de fer frôle la cité.



Photo : Jean-Pierre GIOVENCO

A l'Ouest, une collinette couverte d'une pelouse et de quelques arbres rachitiques descend lentement vers l'autoroute. Une tache verte dans un monde uniformément gris. L'autoroute, le port de Gennevilliers, la ligne de chemin de fer : l'horizon de la cité de transit se limite à ce triptyque.

Autour, des terrains vagues où quelques vieilles carcasses de voitures finissent de rouiller accentuent l'aspect de désolation, de solitude. Un no man's land qui vient buter sur l'autoroute et le mur... Le mur, c'est le pare-bruit. Haut de plusieurs mètres il protège les habitants de Gennevilliers et de Colombes contre les agressions sonores. Les habitants de la cité n'ont pas bénéficié pour leur part de la même sollicitude de la part des pouvoirs publics. De leur côté il n'y a pas de pare-bruit.

La cité, elle-même, est constituée de plusieurs baraquements en fibro-ciment pré-fabriqués. Chaque bloc, qui se présente sous la forme d'un bâtiment de plain-pied, regroupe plusieurs logements. Le tout repose sur une plaque de béton. Une école a été installée au centre de la cité. Aujourd'hui, seules deux classes fonctionnent.

La cité va à vau-l'eau. Les plaques de fibro-ciment sont mal jointées. Le vent, le froid pénètrent dans les logements et frigorifient les enfants.

« L'hiver, nous déclare Alain Bourgarel, l'un des animateurs du comité de défense du quartier (1), les pâtes à mazout fonctionnent à plein rendement. En vain. Une enquête réalisée au début de la création de l'école montrait que le pourcentage des maladies d'origine pulmonaire chez les enfants de la cité était nettement supérieur à la moyenne départementale ».

La misère a trouvé à la cité (2) de la rue du Port un terrain favorable à son développement.

« Les logements sont imprégnés d'humidité, nous déclare M. Ouasti. « Regardez, nous dit-il, en pointant son doigt en direction d'une tache caractéristique. Quand une famille est relogée en H.L.M. la Cetrafa (3) fait démolir d'appartement qu'elle occupait dans la cité. Alors un trou béant apparaît sur le côté du bâtiment, entre le toit et le plafond. Il suffit qu'il pleuve en diagonale pour que nous ayons de l'eau dans nos chambres ».

Plusieurs fois, certains bâtiments ont été inondés. La cité est en effet au dessous du niveau de la Seine.

Les règles de sécurité ne sont pas respectées. Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, des lignes à haute tension passent au dessus de la cité et en particulier de l'école.

A l'isolement, l'insalubrité des locaux, le non-respect des règles de sécurité, s'ajoutent les problèmes liés à la gestion de la cité. « Il n'y a pas, déclare Alain Bourgarel, d'animation socio-culturelle. Le centre social a été fermé il y a deux ans ». Le rôle du gérant nommé par la Cetrafa a également été

dénoncé par le comité de défense. Nommés par la société, les gérants étaient en général des sous-officiers de l'armée française en retraite dont la qualité première était qu'ils parlaient l'arabe. La plupart se sont comportés en petits chefs et n'ont pas hésité à exploiter de la manière la plus odieuse les immigrés. Ainsi, en violation flagrante avec la législation en vigueur dans le département, ils avaient institué une taxe de 10 % sur les produits vendus dans la cité par des commerçants ambulants.

Les habitants étaient obligés de s'incliner. Le centre commercial le plus proche se trouve en effet à plus d'un kilomètre de la cité.

Isolement, exploitation, discrimination, misère, brimades, les éléments constitutifs de l'apartheid sont en place. Et pourtant, nous ne sommes pas en Afrique du Sud. Nous sommes dans la banlieue parisienne.

M. Zarrouki se rend compte qu'on l'a trompé. Quand il a quitté, en 1966, le bidonville de La Courneuve, on lui avait promis qu'il serait rapidement relogé dans une H.L.M. Comme leur nom l'indique, les cités de transit (4) ne doivent pas avoir un caractère permanent. A l'origine, elles ont été construites afin d'accueillir pendant une période déterminée dans le temps (3 mois à 2 ans) les personnes expulsées des logements insalubres. Avec l'expérience on constate que l'opération a consisté à parquer les travailleurs immigrés dans des bidonvilles normalisés, des bidonvilles que la préfecture a créés de toute pièces afin de mieux contrôler, à travers la Cetrafa, les gens qui y demeurent.

M. Zarrouki, son épouse, ses nombreux enfants sont en transit depuis... 12 ans. (5) Ils ne sont pas les seuls dans ce cas. Certains

Les plaques de fibro-ciment sont mal jointées.



Photo : Jean-Yves TREIBER



« Il suffit qu'il pleuve en diagonale pour que nous ayons de l'eau dans nos chambres ».

sont là depuis deux ans, d'autres depuis sept.

Devant tant d'injustices, de mépris affiché par la préfecture et la Cetrafa, les habitants se sont révoltés. Ils ont déclenché une grève des loyers en Juin 1976 afin d'exiger le relogement en H.L.M. En mars dernier, la Cetrafa a riposté en faisant couper l'eau et l'électricité alors que les grévistes continuaient à payer les quittances. Finalement, devant la levée de boucliers, la préfecture et la Cetrafa ont cédé. L'eau et le courant ont été rétablis, les loyers (250 à 500 francs) ne seront plus perçus.

En revanche, le problème essentiel, le relogement, n'a pas trouvé de solution. Les habitants de la cité restent donc mobilisés.

Jean-Pierre GIOVENCO

(1) Le comité de défense est né en 1966 au moment de la création de la cité. Il regroupe les habitants de la cité, les antiracistes, des partis politiques, des syndicats, des enseignants, l'Amicale des Algériens ; la municipalité de Gennevilliers y est représentée par son maire-adjoint.

(2) La cité a été construite en 1966 sur des terrains appartenant à la préfecture des Hauts de Seine contre l'avis de la ville de Gennevilliers qui, alors, avait mis en avant l'insalubrité des lieux.

(3) La Cetrafa (Centre de transit familial) est une association régie par la loi de 1901. Sa fonction est de gérer la cité. En réalité, elle exécute les basses œuvres de la préfecture ainsi qu'ont pu le constater les habitants de la cité. Les statuts indiquent d'ailleurs que le préfet est président d'office de l'organisme.

(4) La notion de cité de transit est contestable en soi. Elle porte en son sein des germes de racisme car elle implique que les travailleurs immigrés demeurant dans des bidonvilles ne sont pas capables de s'intégrer dans une H.L.M. et qu'il convient, auparavant, de les faire séjourner dans un purgatoire : la cité de transit.

(5) De nombreuses cités de transit existent dans la région Parisienne et en France. On en a dénombré à Tours, Toulouse où séjournent des gitans, Lyon etc...

Au dessus de l'école, les lignes à haute tension.



Photo : Jean-Yves TREIBER

des rats à assas

Depuis longtemps, des groupes extrémistes ont substitué leur loi à celle de la République, dans l'endroit même où l'on est censé étudier. Mais à la faculté d'Assas, la loi la plus constamment violée par ces bandes est sans doute celle de 1972 contre le racisme.

La faculté d'Assas se veut Université de l'élite juridique. Bâtiment moderne situé dans le Quartier-Latin, la valeur de son corps enseignant et de ses diplômés sont reconnus partout. En un mot, Assas travaille.

Oui, mais dans quelles conditions ? Assas est une *fac propre*. Elle a curieusement subi la crise de Mai 68 en devenant depuis le centre de plusieurs organisations d'extrême-droite, souvent réduites à l'état de groupuscules. Ces organisations se sont installées par la force et se maintiennent par la peur. L'administration, tranquillisée par l'absence de revendications et de luttes, laisse un peu faire ; bien qu'elle ait eu depuis maintenant près de dix ans de nombreuses occasions de faire dissoudre ces groupements.

Dans cette *fac* de l'élite où les étudiants sont *modérés* dans leur ensemble, des théories comme celles de l'inégalité des hommes, de la haine de la démocratie, se développent aisément. Une petite quantité d'individus, souvent connus pour leurs démêlés avec la justice, règnent en maître. Ils entraînent avec eux un certain nombre de sympathisants et, inévitablement, ceux que l'on appelle les éléments extérieurs qui savent qu'ils pourront trouver dans cette faculté le soutien qu'ils attendent. Assas a également cette réputation de centre de retrouvailles des fascistes et néo-nazis. Ceux-ci développent des théories racistes et antisémites que nous nous proposons de vous présenter à travers leurs diverses manifestations.

A l'origine, des groupements qui prennent l'aspect de partis politiques nationaux (Parti des Forces Nouvelles de Tixier-Vignancour et Front National de Le Pen) inspirent directement les mouvements plus *folkloriques* d'Assas : Groupe Union Défense (G.U.D.) proche du P.F.N. et Groupe Action Jeunesse (G.A.J.) proche du Front National.

Beaucoup d'électeurs ont pu suivre la campagne de ces mouvements dont le raisonnement est le suivant : « *L'immigration risque de provoquer des troubles graves ; il faut donc abroger la loi de 1972 contre le racisme. Ces troubles sont économiques : 1 million d'immigrés = 1 million de chômeurs. Il faut donc interdire les transferts de fonds par les travailleurs algériens de France.* » (sic). Ce raisonnement simple a sans doute un certain impact. Mais le racisme est à peine

voilé lorsque le P.F.N. proclame son soutien à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie. Ces idées sont largement reprises au niveau de la faculté.

L'énumération de toutes les injures racistes inscrites sur les murs et tables est sans doute aussi inutile que fastidieuse. Certains exemples permettent d'entrevoir quelle est la nature de ce racisme.

Quelques slogans reposent sur une nostalgie de l'époque coloniale : « *Vous avez pris Barbès, rendez-nous l'Algérie* », « *O.-A.S. vaincra* », « *Indochine vaincra* ». Ces slogans sont souvent l'occasion d'exprimer le mépris vis-à-vis des Nord-Africains. Ils s'inscrivent dans la politique des partis frères de ces groupuscules, dans leur lutte contre l'Algérie et le Polisario. De ces slogans colonialistes, nous passons très vite aux slogans racistes et antisémites : « *Nègres dehors* », « *Juifs au four* », « *Juifs-nègres pédés* ». Avec parfois certaines intrusions dans le domaine politique : « *U.N.E.F. = crouilles* » ; « *Les juifs à Moscou* ». Enfin, certains nostalgiques évoquent le temps où être raciste n'était pas un crime : « *Halte au racisme anti-aryen* », « *Goldman au four* » (président de l'université), « *six millions, c'est pas assez* ». Et certains *nationalistes* n'oublient pas *Mein-Kampf* : « *ein Volk, ein Führer, ein Reich* », « *Got mit uns* ».

Une école de Paris à l'heure du racisme.



« *Deutschland über alles* », « *Heil Hitler* ».

Ces inscriptions, répétées partout, sont une constante agression, non seulement pour tous les étrangers ou juifs de la faculté, mais pour tous les étudiants. Finalement la formule se résume à cette inscription : « *Un immigré = un viol ; un juif = un four* » ; cela traduit à la fois la peur sur laquelle repose ce racisme et la nostalgie sur laquelle repose l'antisémitisme.

Des étudiants africains ou étrangers de tous horizons nous ont confiés les multiples intimidations ou provocations dont ils ont fait l'objet : injures purement gratuites qui s'attaquent à toute personne physiquement différente des auteurs de ces propos : « *T'as pas froid avec ton nez ?* », « *tu me caches la lumière, négro* ». Ici aussi la confusion avec la politique se fait rapidement : « *Au four coco* ». Enfin certaines insultes vont jusqu'à l'humour noir : « *Maintenant qu'on connaît le fils d'Hitler, vous allez voir !* ». L'agression n'est jamais loin, notamment dans ce jeu qui consiste à marcher en face de sa victime (un Noir par exemple) jusqu'à ce que celui-ci se détourne. Ce jeu peut aller jusqu'à la bousculade pour provoquer avec la plus grande mauvaise foi du monde, une petite altercation...

des affiches qui appellent au racisme

Assas abrite dans ses locaux l'Institut Français de Presse et l'École de Journalisme Africain. Les étudiants de ces instituts ont élus quatre délégués UNEF cette année, ce qui a permis au GUD de dire : « *L'UNEF a été élue grâce aux Noirs* », et de rajouter que « *les nègres sont des bœufs prêts à céder au totalitarisme* » etc. A l'occasion d'un incident raciste, le GUD a d'ailleurs tenté de justifier sa position dans une affiche dont les idées partent d'une interprétation raciste de Nietzsche et du Nouveau-Testament.

Le climat de peur qui règne à Assas n'est donc pas simplement un phénomène politique, mais bien un mouvement de racisme teinté d'idées politiques. Cependant, une certaine résistance étudiante commence à apparaître. Par exemple, le mois dernier, au restaurant universitaire, un étudiant s'est fait interpellé par trois militants d'extrême-droite. Il reste assis jusqu'à ce qu'un de ses agresseurs mette la main sur lui. Il refuse de s'en aller malgré les menaces : « *Fous le camp ou on te tue* ». Finalement, l'étudiant est reconduit par la force. Dans la salle, deux types de réactions se manifestent. La majorité se lève et cédant à la peur, certains s'en vont sans finir leur repas tandis que les autres assistent muets à la scène.

Quelques étudiants africains se lèvent et vont voir les agresseurs. La tentative d'explication se solde par une deuxième bagarre. Un militant GUD (c'est du moins l'inscription qu'il porte sur son casque), armé d'une bouteille et d'une chaise, parade de façon militaire et menace les quelques étudiants restés assis devant leur plateau.

Une plainte sera finalement déposée. Comme de nombreuses autres auparavant ! Pourtant, les agresseurs, mêmes désignés nominativement, continueront leurs activités.

Depuis bientôt dix ans que le fascisme s'est installé à Assas, l'atmosphère s'en est imprégné. Des légendes circulent vite et les étudiants dans leur immense majorité restent indifférents, voire hostiles, à toute action. Ainsi, certains refusent de témoigner « *parce que c'est contre le GUD* », et que malgré quelques *bavures*, ce mouvement a « *fait d'Assas une faculté propre* ». Pourtant, quelques réactions apparaissent. Tout d'abord une réaction des étudiants perpétuellement insultés (en particulier les étudiants africains) qui semble-t-il, résistent de plus en plus aux menaces dont ils font l'objet. Ensuite, la réaction d'étudiants qui tentent de s'organiser sous des sigles divers : Comité de lutte des étudiants radicaux, Mouvement d'opposition au racisme, Organisation de résistance anti-fasciste qui édite quelques tracts intitulés « *la mort au rats* » (rat = emblème du GUD). Ces groupements sporadiques, contraints à la clandestinité, regroupent des étudiants d'organisations politiques non-autorisées à la faculté : M.R.G., PS, PCF, PSU, ext-Gauche, NAF, Anarchistes ou même des étudiants plus modérés ou indépendants. Mais ils sont mal connus et on ne peut estimer leur représentativité. Les étudiants organisés dans des syndicats, groupements confessionnels ou politiques, réagissent de façon relativement différente. Les syndicats modérés de droite (CORPO et UNI) se contentent en général de lutter contre le marxisme. Ils sont parfois pris à partie : au début de l'année 78 des militants de l'UNI ont été attaqués par les *nationalistes*. Leur lutte contre le racisme et le fascisme (ou même pour la liberté d'expression à Assas) n'apparaît cependant pas clairement. Les mouvements confessionnels et en particulier catholique ont à plusieurs reprises exprimé leur position contre le racisme et pour l'égalité et la fraternité des hommes.

une réaction contre le racisme à assas ?

Enfin l'UNEF, seul syndicat de gauche présent à Assas, est ressentie pas sa seule présence comme anti-fasciste. A plusieurs reprises, elle a manifesté sa position sur le problème du racisme. Une affiche brûlée, le panneau d'affichage constamment démolé, les militant(e)s agressé(e)s, ont été les seules réponses fournies par les groupements fascistes et ce, dans un climat de quasi-impunité. Les manifestations racistes se perpétueront vraisemblablement. Pour lutter contre celles-ci, il faudrait une mobilisation plus grande des étudiants et des positions sans équivoques de l'administration. Même si aujourd'hui, la tâche paraît difficile, le sursaut antiraciste est nécessaire à Assas, si l'on ne veut pas que l'atmosphère devienne encore plus irrespirable pour tous et que cette faculté de droit ne soit le symbole de l'illégalité la plus rétrograde.

UNEF-Assas

une date d'avenir

Jamais, depuis la libération, les antisémites et les néo-nazis n'ont atteint un tel degré d'organisation à l'échelle mondiale. La célébration du huit mai est plus nécessaire que jamais.

Sous l'inspiration de leur Bible *Mein Kampf* et de la croix gammée, leur emblème, les néo-nazis multiplient manifestations, attentats, plasticages, incendies, profanations, lettres de menaces, etc.

Mais après 33 ans, les victimes du nazisme ne veulent pas oublier. L'an dernier, au mois de mai, je participais à un pèlerinage d'anciens déportés et résistants français au camp de concentration de Ravensbrück. Les cheminées des fours crématoires toujours braquées vers le ciel, face à ce lac qui a englouti tant de cendres et de sang humains, témoins muets, rappellent au monde les horreurs et les supplices inhumains des millions de victimes.

En R.F.A., dans un pays où les anciens nazis occupent un grand nombre de places en vue, où les interdictions professionnelles écartent de la fonction publique de nombreux enfants de résistants anti-nazis, la plupart des jeunes ne savent pas qui est Hitler. Certains même, d'après une enquête menée par Driter Bossmann, prodiguent leurs éloges au dictateur sanguinaire. Pourtant, à Ravensbrück, nous avons rencontré des lycéens allemands qui participaient au pèlerinage, qui étudiaient, comme dans toutes les écoles de la R.D.A., l'histoire du nazisme et de la Résistance, qui participaient au grand défilé qui, dans la ville orientale de Berlin, marque chaque année le huit mai.

Oui, M. Fridman, porte-parole du comité antifasciste qui nous accueillait là-bas, a eu raison de dire : « *Avant de faire la guerre contre les autres peuples, c'est contre le peuple allemand qu'Hitler a fait la guerre !* »

Cécile Lesieur, dirigeante de l'Amicale de Ravensbrück en France déclarait ensuite : « *Nous avons fait dans ce camp une tragique expérience qui doit demeurer vivante dans la conscience des hommes... Nous voulons l'amitié avec le peuple allemand sans oublier les crimes nazis.* »

Il faut en effet se souvenir du degré incroyable de monstruosité atteint durant cette période par les nazis.

Et se souvenir par exemple qu'il est bien vivant, ce Ernst Heinrichson, bourgmestre C.S.U. d'une petite ville du sud de l'Allemagne, mais qui fut à l'époque l'adjoint de la section antijuive de la Gestapo en France et qui tenait à contrôler *en personne* la déportation des enfants lorsqu'ils partaient du camp de Drancy pour la mort : 4000 enfants dont aucun n'est revenu !

Se souvenir que les SS jouaient au tir au pigeon sur des enfants juifs et qu'ils ont tenu

eux-même à immortaliser leurs forfaits en se faisant photographier pendant ces atroces séances.

Se souvenir de cette fillette de huit ans qu'on a fait déshabiller et qui lorsqu'un commando s'approche pour lui arracher son petit frère d'un an s'écrie : « *N'approche pas, assassin, ne pose pas tes mains souillées de sang juif sur mon beau petit frère. Maintenant, je suis devenue sa mère et nous mourons ensemble.* »

La campagne pour l'oubli et le « *pardon* » va de pair avec celle qui tend à nier l'existence même des chambres à gaz et des fours crématoires. Il n'est pas étonnant, alors, que certains soient tentés de dire : « *Pourquoi toujours vivre avec les souffrances du passé ? Pleurer tous ces disparus pendant une journée ne les fera pas revenir !* »

C'est pour sauvegarder l'avenir qu'il faut rappeler ce que firent les nazis tant que le monstre menace encore. Le pasteur Aimé Boniface ne disait-il pas lui-même (Le Monde 29/4/75) : « *N'oublions pas ce qu'a été le nazisme, fondé sur le mépris de l'homme, le culte de la force brutale, faisant du génocide un moyen politique.* »

Et le 22 mars dernier, la F.N.D.I.R.P. : « *Sans esprit de vengeance mais animés d'une ferme volonté de justice, nous protestons contre les campagnes de réhabilitation de la trahison et de la collaboration, la mansuétude à l'égard des criminels de guerre nazis et de leurs complices en France qui sont un encouragement à la résurgence du nazisme, du racisme, de l'antisémitisme et à de nouveaux crimes contre l'humanité.* »

Enfin, le comité pour la célébration du huit mai, que préside M. Debû-Bridel, rappelle que malgré la décision solitaire prise par le Président Giscard d'Estaing de supprimer la commémoration du huit mai, cet anniversaire a été célébré à l'appel de toutes les associations d'anciens combattants avec un éclat particulier. Ce qui renforce la revendication d'un huit mai, fête nationale, fériée et chômée.

La victoire du huit mai symbolise la liberté reconquise, la France à nouveau souveraine, le peuple allemand et les autres peuples européens débarrassés de la barbarie nazie. Il s'agit du passé, c'est vrai, mais d'un passé dont certains ont gardé la nostalgie et dont nous devons tout mettre en œuvre pour qu'il ne revienne jamais !

Alexandre CHIL-KOZLOWSKI

musicologie primitive

Bernard Gavoty (de l'Institut), qu'on avait pu entendre il y a quelques années à la télévision, lors d'une émission des Jeunesses Musicales Françaises, dire que le saxophone « n'était pas seulement un tuyau recourbé avec un nègre au bout » a de nouveau exprimé à la fois son incompétence en matière de musique afro-américaine et son mépris pour les Noirs dans les colonnes du *Figaro* du 21-22 Janvier 1978, dans sa chronique de *Porgy and Bess*, l'opéra de Gershwin, entièrement joué par des Noirs dans le décor d'un quartier noir aux États-Unis.

Sous le titre « *L'explosion des instincts primitifs* », on peut y lire entre autres choses : « C'est comme aux premiers jours de la création, l'explosion des instincts primitifs, comme aujourd'hui encore, la vie de la jungle », ou encore : « Qu'importe au demeurant les noms de ces artistes inconnus, armés d'un don simiesque de l'expression corporelle ? »

Bernard Gavoty, de l'Institut, ne s'améliore pas.

abdelkrim restera en france

« Voilà sept ans que je suis en France où je poursuis des études de sciences économiques malgré tous les problèmes que rencontre un étudiant algérien non boursier sans autorisation de travailler.

Chaque année, c'est la nécessité de renouveler la carte de séjour et l'ensemble des formalités administratives : certificat d'inscription, certificat d'hébergement, certificat de ressources. Pour tout cela, ma compagne, Danielle avec qui je vis depuis que je suis en France, intervenait régulièrement.

Ma carte était chaque fois renouvelée sans difficulté.

Cette année, après sept ans de vie commune, nous avons décidé de nous marier. Nous nous aimons ».

Le témoignage d'Abdelkrim Ben Bella n'a jusque là rien d'extraordinaire. Ce qui l'est plus,

et passablement ahurissant, c'est la suite.

A la préfecture, on commence par lui faire la morale et l'on tente de le dissuader d'épouser Danielle (on fera de même avec la jeune femme lorsqu'elle viendra aux nouvelles, inquiète de ne pas voir revenir son ami).

Puis commence un étrange interrogatoire sans aucun rapport avec la demande : — *Etes-vous*

parent d'Ahmed Ben Bella, l'ancien président algérien - Oui - Très intéressant ! Je prévois les Renseignements Généraux ; vous allez leur expliquer votre lien de parenté.

Huit heures passées à la préfecture de police de Paris !

Le lendemain 4 avril, Ahmed Ben Bella est convoqué à 11 heures pour qu'on lui remette un récépissé de carte de séjour

NUIT DE CRISTAL À BUENOS-AIRES ?

Dans quelques semaines des millions de fans du ballon rond braqueront leurs yeux sur l'Argentine où doit se dérouler la coupe du monde de football si la campagne de boycottage actuellement en cours n'aboutit pas. A cette occasion ils apercevront peut-être le pistolet que la junte militaire au pouvoir a braqué dans le dos du peuple argentin.

Depuis le coup d'État militaire de mars 1976 et la déposition de Isabel Peron, le pays est balayé par une vague de violence qui trouve ses inspirateurs dans les cercles proches du pouvoir. Un sénateur argentin exilé en France a même parlé de contre-terrorisme d'État.

Selon certaines estimations le nombre des disparus approche les 20 000 personnes. Toutes ne sont pas des terroristes puisque parmi elles figurent deux religieuses françaises enlevées en plein jour, devant de nombreux témoins et dont on n'a plus de nouvelles officielles.

L'histoire montre que les pays en voie de fascisation s'attaquent toujours aux communautés juives. L'Argentine n'a pas échappé à la règle. Les violentes campagnes antisémites marquées par la diffusion de brochures, ouvrages nazis, de profanations de synagogues, de cimetières et plus grave, d'arrestation arbitraires, de meurtres, d'enlèvements, de violences, ont créé un véritable climat de terreur au sein de la communauté juive qui regroupe environ 450 000 personnes.

Le pouvoir militaire a bien édicté quelques lois pour restreindre les activités antisémites. Sans grand succès puisque les bandes nazies et les membres des services de sécurité continuent à s'attaquer dans la plus grande impunité aux juifs individuellement (rapts) et aux locaux communautaires (plasticages).

L'une des personnalités les plus en vue de la communauté, le directeur du journal *La Opinion* a ainsi été arrêté sous le chef d'inculpation de subversion puis ensuite de crimes économiques. Son journal, l'un des plus influents de Buenos Aires, a été placé sous le contrôle de l'armée. Quelques temps après, le fils aîné du docteur Resnizky, président de la Daïa (un organisme représentant le judaïsme argentin) a lui aussi été kidnappé.

Sans parler de l'immense foule des anonymes qui un jour ont disparu et dont on ne sait plus rien. Ont-ils été tués ? Croupissent-ils dans quelque prison ? On ne le saura jamais. Leur tort ? Ils étaient juifs.

La revue *Cabildo* agit l'épouvantail archi usé mais pourtant toujours aussi efficace du danger juif. « Derrière chaque agent de la subversion mondiale, lit-on, se trouvent la théologie et le pouvoir économique juifs ».

Le magazine *Carta Politica* prend le relais et affirme que la communauté juive doit, soit s'intégrer à la grande nation argentine, soit disparaître.

Devant un tel déferlement de haine il convient de se demander si les militaires appartenant à la tendance dure ne procèdent pas à la répétition générale d'une pièce dont le dernier acte s'intitulerait : nuit de cristal à Buenos Aires.

valable deux mois qui devait lui permettre de se marier.

Mais, changement de programme ! Le jeune homme est arrêté, séquestré pendant six heures et on lui signifie son renvoi immédiat pour l'Algérie.

Heureusement, une intervention de l'ambassade d'Algérie permet un ajournement au 19 avril de cette mesure ignoble.

Puis, une importante mobilisation conduite par le mrp permet un nouveau sursis de trois mois.

Qu'en pensent M. Stoléru, l'homme des « départs libres et volontaires », Mme Veil, ministre de la famille, M. Raymond Barre, grand chambellan du libéralisme avancé et signataire du décret illégal et raciste du 10 novembre 1977 ?

les racistes font le vide

C'est sur un court de tennis cerné d'une trentaine de policiers les yeux rivés sur une salle presque vide (1.500 personnes à peine, alors que la salle peut en accueillir 9.500) que s'est disputée la rencontre de Coupe Davis opposant l'équipe des États-Unis à celle de l'Afrique du Sud.

Des mesures de sécurité exceptionnelles qui ont mobilisé un tiers des policiers de la ville, ont empêché toute manifestation dans l'enceinte du *Memorial Gymnasium* de l'Université Vanderbilt à Nashville (Tennessee). Mais, au dehors, pendant trois jours, des centaines de personnes (en majorité des Blancs) ont manifesté pour exprimer leur protestation contre la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud.

Ces manifestations étaient organisées par plusieurs mouvements anti-ségrégationnistes des États-Unis menés par la N.A.A.-C.P. (Association Nationale pour l'Avancement des Gens de Couleur) et l'I.C.A.R.I.S. (Campagne Internationale contre le Racisme dans le Sport). On avait craint le pire, car le Ku-Klux-Klan avait annoncé qu'il enverrait à Nashville cinq cents *observateurs* qu'on ne vit jamais arriver. D'autre part, le récent attentat commis contre le Professeur Richard Lapchick, président du Comité Américain de Coordination pour l'Égalité dans les Sports et la Société (A.C.C.E.-S.), attaqué par deux inconnus

afrique du sud

sauver solomon mahlangu

« Ce pays ensoleillé (l'Afrique du Sud) est là pour que tous en profitent. Les peuples bantous y travaillent et y jouent selon leurs traditions ancestrales et depuis des générations, le kaléidoscope de l'Afrique du Sud déjà si riche, est encore enrichi par leurs parures si colorées, leur esprit insouciant et leurs coutumes primitives ». C'est ainsi qu'un des derniers guides touristiques en français diffusé par le pays de l'apartheid présente la majorité africaine. Bien que la partie du guide qui leur est réservée soit placée dans le même chapitre que celui consacré à la faune et à la flore sauvage, et que la S.P.A. sud-africaine soit une des plus puissantes du monde libre, on sait de quelles souffrances est tissée la vie des Noirs de ce pays.

Sans doute convaincu par la propagande raciste, un journal régional, la Baie de Somme, donne un singulier compte rendu d'un film de Connaissance du Monde intitulé : A la rencontre des grands fauves et des Bushmen du Kalahari. On peut lire en effet : « Une peuplade plus proche de l'espèce animale qu'humaine y vit : les Bushmen. Ces hommes n'ont qu'un très faible instinct de conservation et encore moins d'évolution... ». Ils se livrent à des danses, trances plus proches de l'espèce animale qu'humaine ». Une perle de crétinisme ethnographique !

C'est en tout cas une raison analogue qui a été invoquée pour interdire aux Noirs le nouvel opéra de Pretoria, ces Noirs qui « ne croient pas aux mêmes distractions que les Blancs et préfèrent les danses guerrières ». On pourrait répondre qu'en ce cas, une disposition réglementaire est totalement superflue, ou interdire aux Blancs les représentations de ballets africains enrichis de parures si colorées. Mais les racistes en seraient-ils convaincus ?

Le problème n'est pas là. Lorsqu'un tribunal condamne à la peine capitale Solomon Mahlangu, un jeune résistant de 21 ans, ils savent bien que ce n'est pas un individu insouciant et joueur qu'ils veulent supprimer, mais un homme qui refuse de vivre plus longtemps sous leurs lois iniques. Les six africains condamnés à Pretoria à de lourdes peines de prison pour la même cause sont aussi le signe de l'esprit de résistance qui existe dans le peuple. Et même si, dans ce cas, une grande campagne internationale a permis qu'ils échappent à la mort, leur internement montre bien la poursuite d'une politique de répression fasciste.

Mais les luttes aussi se développent. De violents incidents ont marqué l'enterrement de Robert Sobukwe, ancien dirigeant d'une session de l'A.N.C., le congrès panafricain. Ces incidents visaient notamment des Africains collaborateurs comme Gatsha Buthelezi, chef du bantoustan du Kwazulu. En Namibie, la mort de Clemens Kapuuo, principal artisan africain du plan des racistes sur la Namibie, a été ressentie comme un acte de résistance. De plus en plus de Blancs, d'ailleurs, se rendent compte qu'ils vivent sur une pouidrière et en 1977, la population blanche a commencé à baisser, avec le départ définitif de 24 822 personnes.

Tout cela n'empêche pas que de nombreux pays continuent à collaborer ouvertement avec l'apartheid. En février dernier, le ministre israélien des Finances a fait un fructueux voyage au pays du racisme obligatoire et a rencontré le nazi Vorster. Les autorités américaines ont autorisé la vente à l'Afrique du Sud de quatre-vingts avions légers, sous réserve de garanties totalement illusoire qu'ils ne seraient pas utilisés pour l'armée ou la police.

Quant à la France, les cris de joie de la presse sud africaine aux résultats des élections législatives ne sont pas bon signe. « Satisfaction », « Soulagement ». Dans le *Rand Daily Mail* du 21 mars : « L'Afrique du Sud va respirer plus aisément maintenant. Une victoire de la gauche aurait certainement affecté les relations subtiles qui sont de grande valeur pour ce pays... En jeu, il y avait le commerce entre les deux pays, un embargo plus effectif sur les armes et le matériel militaire et la perte de l'influence modératrice du gouvernement français dans l'hostilité mondiale vis-à-vis de l'Afrique du Sud ».

Quant au président de la fédération sud-africaine de rugby, Danie Craven, il s'est bruyamment félicité de la victoire de la majorité, affirmant qu'elle constituait « une assurance définitive pour la tournée des Springboks en France, au plus tard l'an prochain », Férasse, le président de la fédération française, lui ayant assuré que la seule hypothèque qui pouvait peser sur cette tournée était une victoire électorale de la gauche.

On aimerait savoir le sentiment de M. Soisson, nouveau ministre des Sports, sur cette question. Voudra-t-il en effet donner raison au représentant de la seule fédération de rugby du monde à pratiquer systématiquement la ségrégation raciale, ou aura-t-il la sagesse, à l'instar de la Grande-Bretagne, d'attendre que l'Afrique du Sud revienne aux règles normales du sport pour l'autoriser à jouer contre une équipe française ?

En tout cas, n'allez pas passer vos vacances au pays de l'apartheid comme vous y invitent de nombreux placards publicitaires dans les journaux, n'empruntez pas les South-African Airways, qui ont le front d'organiser une réception mondaine le 21 mars, jour anniversaire du massacre de Sharpeville et journée internationale contre le racisme, et apportez votre soutien à la campagne de solidarité matérielle organisée par le mrp au profit des jeunes réfugiés de Soweto.

qui ont entaillé au couteau le mot *nigger* (négro) sur sa poitrine, n'était pas fait pour rassurer.

L'aspect sportif de la rencontre a été complètement dépassé par ces manifestations qui ont suscité les habituelles protestations contre « l'immixtion de la politique dans le sport » de la part des leaders des deux équipes. Par contre, le Président de l'Université Vanderbilt s'était déclaré pour la première fois ouvertement opposé à la participation de l'Afrique du Sud à la Coupe Davis.

Une misérable comédie avait été jouée préalablement par l'Afrique du Sud qui avait désigné comme joueur remplaçant un joueur métis de 18 ans, Peter Lamb, étudiant à Nashville qui s'était déclaré honoré d'être le premier joueur de couleur de son pays sélectionné en Coupe Davis. Mais il avait par ailleurs avoué aux journalistes qu'il avait du mal à lutter à armes égales contre les tennismen Juniors de l'Université !

un ss arrive et le tue

Les manifestations d'antisémitisme se sont multipliées ces derniers mois tant en France qu'à l'étranger. Ainsi, à Marseille diverses personnalités de la communauté juive ont reçu des lettres de menaces, les murs ont été souillés par des slogans infâmes tels que « Hitler avait raison », « les juifs au four ».

L'un des auteurs de ces graffiti a été pris en flagrant délit. Il s'agit d'un membre du P.F.N., Jean-Pierre Sourd.

A l'étranger, les nouvelles les plus mauvaises nous viennent d'outre-Rhin. A Hanovre, de nombreuses agressions ont été perpétrées contre des juifs. L'un d'entre eux a même été battu et menacé par des nazis. Dans le même temps on a noté une importante recrudescence de la propagande nazie qui s'est concrétisée en particulier par l'édition de disques sur lesquels figurent les discours de Hitler, de Goebbels et de Goering.

A Darmstadt, au cours d'une procession de carnaval, plusieurs personnes ont entonné un chant antisémite. Le texte affirmait entre autres : « En haut de la montagne il y a un juif. Un SS arrive et le tue ». Le maire de la

ville a présenté ses excuses.

Toujours en R.F.A., le ministre de la justice de Basse-Saxe a donné sa démission. Il était l'auteur d'un mémoire raciste écrit en 1936.

Au Pays-Bas, où la communauté juive a été décimée pendant la dernière guerre, des faits antisémites ont été relevés dans certaines écoles. De nombreux enfants ont été traités de « sales juifs ».

saïd smihi est revenu

La lutte a été payante. Après onze jours de grève de la faim de Latifa Smihi à la bourse du travail de Gennevilliers, le comité pour le retour de Saïd Smihi, la C.G.T., la C.F.D.T., le mrap, les partis de gauche et l'UNEM, ont fait reculer le ministère de l'Intérieur. Devant l'ampleur de la campagne de mobilisation, les autorités se sont inclinées et ont abrogé la mesure d'expulsion contre Saïd Smihi et sept de ses compagnons.



Onze jours de la grève de la faim pour Latifa Smihi.

des milliers pour la paix

Alors que les avions de chasse israéliens pilonnaient les camps de réfugiés palestiniens au Sud-Liban à grand renfort de bombes à fragmentation, celles là mêmes qu'utilisaient les Américains au Viet-Nam, plusieurs dizaines de

milliers de manifestants sont descendus le 1^{er} avril dans les rues de Tel Aviv pour exiger « la paix, maintenant ».

L'événement est d'importance. Sur les banderoles brandies par les manifestants on pouvait lire les slogans suivant : « Mieux vaut la paix que les territoires », « pour la paix ; retrait des territoires » et « autodétermination pour le peuple palestinien ».

Dans le même temps, la pétition rédigée par 320 officiers de réserve de l'armée israélienne recueillait cent mille signatures.

L'opposition à la politique belliciste dans laquelle le gouvernement Begin s'enfonçait, a pris, ces derniers temps, une ampleur impressionnante.

solidarité interdite

Parce qu'il a offert l'hospitalité à un étranger, un prêtre bouddhiste, le professeur Grotendieck, ancien déporté et mathématicien de renommée mondiale a été condamnée à 1000 francs d'amende avec sursis, au terme d'une ordonnance de 1945.

Par cette mesure ignominieuse, cherche-t-on à interdire la solidarité, à empêcher l'action des organisations antiracistes ? La réponse des antiracistes a été immédiate puisque de nombreuses personnes nous ont envoyé des lettres affirmant qu'elles ont apporté leur soutien à des étrangers en difficulté ou qu'elles s'apprentent à le faire.

ce qui ne saurait être admis

Le directeur des centres P.T.T. de Clignancourt et de Roissy est-il raciste ? Dans une lettre confidentielle adressée aux centres de tri spécialisés et bureaux ambulants de l'Ouest il écrit : « l'affection à l'entrepôt CGD de cinq agents originaires des DOM-TOM et la mutation entrante de deux autres venant d'Aubervilliers a porté à plus de 50 % le nombre des agents originaires des DOM-TOM affectés au service de maintenance. Cette proportion très importante n'est pas sans consé-

quences sur la qualité de service mais aussi sur la conduite des brigades... Je crains que l'entrepôt, à la suite du départ des métropolitains, ne compte bientôt plus que des agents originaires des DOM-TOM, ce qui ne saurait être admis ».

Cette agression raciste est d'autant plus odieuse qu'elle émane d'un agent de l'Etat et que c'est précisément le gouvernement qui contraint les Antillais à venir travailler en France à des postes sous-rémunérés. Une fois de plus exploitation et racisme font bon ménage.

jeunes immigrés sondés

Très intéressant sondage réalisé par l'I.F.O.P. auprès de plusieurs centaines de jeunes travailleurs immigrés. Il ressort en premier lieu que les jeunes immigrés sont désireux de s'intégrer à la société française.

54 % d'entre eux désirent, en effet, demeurer en France à titre « définitif » (24 %) ou durant « plusieurs années » (30 %). En revanche, 16 % des personnes interrogées affirment vouloir rester le moins possible, et 30 % « ne savent pas ».

Cependant, cet effort d'intégration n'est guère facilité par les Français. 81 % des travailleurs algériens affirment avoir été contrôlés au moins une fois par la police. 30 % se sont vu refuser la location d'un appartement. 39 % des immigrés se sont heurtés à un refus d'embauche à cause de leur nationalité.



Humour de mauvais goût. On imagine les protestations des intéressés si à la place d'un Ecossais avait été choisi un Auvergnat.

en bref

■ Au cours du conseil des ministres du 30 mars dernier M. Giscard d'Estaing a rendu hommage à la police, affirmant qu'elle était l'une des « meilleures du monde » et qu'elle veillait « quotidiennement à la sécurité des Français ». Comment se fait-il, alors, qu'elle n'ait toujours pas identifié les auteurs des attentats contre le m.r.a.p. ?

■ Les travailleurs immigrés sont indispensables à l'économie occidentale. C'est l'Organisation Internationale du Travail qui l'affirme dans une étude publiée récemment. Leur départ massif pourrait conduire à une pénurie de main-d'œuvre et à une baisse de la production.

■ Un militant noir, John Harris, a été condamné à mort en Alabama (États Unis). Accusé sans preuve du meurtre d'un policier, il devait être exécuté le 18 mars dernier. Mais devant l'ampleur des protestations, la Cour fédérale a préféré différer la sentence. Rien n'est encore gagné.

■ La contribution patronale en cas d'embauche de main-d'œuvre étrangère a été triplée. La mesure est injuste pour deux raisons : d'abord, elle ne gênera guère les employeurs puisque, en pratique, ce sont les immigrés qui paient cette « contribution » ; ensuite des disparités existent selon que le travailleur est Maghrébin ou Laotien, ou Cambodgien. Le premier devra payer 1 500 F, les seconds seulement 100 F. Par cette mesure le gouvernement cherche-t-il à isoler les travailleurs asiatiques et ainsi acheter leur passivité dans les usines ?

■ Nouvelle mesure discriminatoire contre Pavel Abramovitch, cet ingénieur moscovite qui désire émigrer en Israël. Après lui avoir fait perdre son emploi d'ingénieur-informaticien, les autorités soviétiques menacent de l'inculper pour... « parasitisme ».

■ Deux militants d'extrême-droite font leur entrée au Parlement. Le premier est Gérard Longuet et le second, Alain Madelin. Tous deux ont appartenu au mouvement fasciste « Occident ». Les années passant, ils se sont reconvertis au giscardisme et ont conquis, chacun un siège de député sous la bannière de l'U.D.F.

stylo compo boulot



Le C.L.E.P.R. (Centre de Liaison des Éducateurs contre les Préjugés Raciaux) a recueilli plusieurs témoignages d'hommes et de femmes qui s'efforcent dans leur profession d'améliorer l'accueil des enfants de migrants (travailleurs étrangers — réfugiés — rapatriés français non francophone du Vietnam).

Ces témoignages nous invitent à réfléchir et nous incitent à entreprendre une action auprès des pouvoirs publics pour la mise en place de structures d'accueil. Ce dossier a pour ambition aussi de convaincre nos lecteurs, enseignants ou non-enseignants, que le pays d'accueil a une mission à remplir auprès des enfants de migrants dans une double perspective : implantation définitive en France ou retour possible dans le pays d'origine, que ces enfants et ces adolescents doivent avoir accès à tous les établissements d'enseignement, du cycle élémentaire aux études supérieures, que la lutte contre l'échec scolaire est bénéfique à la fois aux enfants de migrants et aux jeunes Français des milieux sociaux défavorisés.

une succession de rejets

Lorsqu'un enfant de migrant se trouve dans un cadre familial difficile et doit être pris en charge par la société, les problèmes risquent d'être décuplés par rapport aux enfants français dans le même cas.

Parallèlement à la réflexion sur les problèmes que pose l'insertion des enfants de migrants dans la vie sociale et scolaire de leur pays d'accueil, il paraît important de souligner et non seulement auprès des professionnels, les difficultés particulières qu'entraîne la prise en charge de ces enfants dans le cadre d'une action sociale d'assistance éducative.

Les services ayant pour vocation d'assurer, dans des cadres institutionnels divers, la protection des enfants en danger, ont relevé la liaison très étroite entre le niveau économique et socio-culturel des familles d'origine et la genèse de troubles mettant en cause l'éducation, la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur.

Les familles immigrées se trouvant pour la plupart dans les conditions les plus défavorables, ainsi s'explique très simplement la proportion de plus en plus élevée d'enfants d'origine étrangère pris en charge dans de tels services, cette prise en charge posant évidemment des problèmes spécifiques.

Mais par ailleurs, quels que soient les efforts récents déployés, il ne fait pas de doute que le passage dans ces circuits d'assistance éducative entraîne, pour l'enfant et sa famille, une certaine forme d'exclusion. Si cet enfant est par ailleurs un enfant immigré, c'est donc devant une succession

de rejets qu'il se trouve placé. Si l'on y prend garde, c'est à une déstructuration de la personnalité de l'enfant que peuvent conduire ces exclusions successives.

Si l'on peut, dans toutes les classes sociales, relever des situations mettant en danger l'évolution d'un enfant sur le plan physique, affectif, psychologique, il n'en est pas moins incontestable que dans les classes les plus défavorisées sur le plan économique ou dans les familles d'un niveau socio-culturel particulièrement bas, ou encore dans des familles marginalisées par les rejets et les incompréhensions, toutes les conditions se trouvent réunies pour que la prise en charge éducative d'un enfant ne puisse être réalisée dans des conditions convenables.

Alors que dans un milieu plus évolué ou mieux intégré, l'épilogue judiciaire pourrait être évité, il est inévitable dans cette catégorie de population.

Certes, il ne s'agit plus, du moins en principe, comme c'était le cas autrefois, de condamner ou de rejeter ces familles incapables, mais bien de prendre conscience que leur responsabilité ne peut être qu'extrêmement atténuée. C'est d'ailleurs cette prise de conscience qui a conduit le législateur à transformer les mesures répressives du début du siècle en mesures d'assistance éducative : Il ne s'agit plus de

retirer les enfants à leur famille indigne, pour la sanctionner, mais au contraire d'aider, au besoin par un retrait temporaire, les familles en difficulté.

C'est cette liaison entre la situation socio-économique de la famille et la genèse de l'adaptation qui explique l'accroissement du pourcentage d'enfants de migrants pris en charge dans les services sociaux, puisqu'en effet le *quart monde* est devenu un monde de migrants.

A cet effet mécanique, s'ajoute un effet culturel car il est bien évident que la mesure de la dangerosité d'une situation familiale dépend du degré de compréhension, voire de sympathie, du travailleur social ou de l'enquêteur qui a à l'apprécier.

S'il y a de la part de cet intervenant une méconnaissance ou une franche hostilité envers la culture d'origine de la famille auprès de laquelle il est intervenu, on peut craindre que soit appréciée avec plus de sévérité la situation. Il peut alors être fait recours systématiquement à des mesures d'assistance qui peut-être ne se justifiaient pas ou du moins nécessitaient une prise en charge plus légère et plus souple que celle aboutissant au retrait de l'enfant.

Mais le retrait effectué, l'accueil dans les services de ces enfants d'origine étrangère pose des problèmes spécifiques particulièrement graves et, il faut en convenir, dans la plupart des cas résolus d'une façon insatisfaisante.

L'éducateur se trouve en effet confronté à un dilemme : faire en sorte d'une part que cet

enfant ne soit pas l'objet d'aucune discrimination ; en particulier dans le cadre d'un placement familial, s'efforcer d'obtenir de la famille d'accueil qu'elle traite cet enfant d'une façon semblable à celle employée pour les siens propres... Mais d'autre part, s'efforcer de préserver l'identité de cet enfant en respectant sa culture, celle de sa famille...

Or, ce type de réponse sociale trouve sa valeur dans l'émergence de relations affectives stables et chaleureuses entre l'enfant et le milieu d'accueil. Ces relations ne doivent cependant pas être vécues comme en concurrence avec celles qui subsistent avec la famille d'origine.

Dès lors, la volonté de préserver une identité, dans la plupart des cas très différente de celle du milieu d'accueil, ne va pas aller sans poser de graves problèmes dans le cadre familial lui-même et dans l'entourage au sens le plus large : en particulier sur le plan scolaire..., relations de camaraderie..., activités de loisirs ou de sport, etc.

L'expérience quotidienne prouve en effet qu'un rejet ou qu'une volonté d'intégration excessive et aliénante de la part de l'entourage met très souvent en cause le travail éducatif patiemment mené auprès du milieu d'accueil pour faire respecter ce délicat équilibre.

Enfin, puisque ces mesures d'assistance éducative ne se conçoivent pas sans l'ouverture vers la famille d'origine, sans sa collaboration, à tous le moins son acceptation, il est bien évident que le service doit lui-même faire de ce côté le même effort qu'il demande à la famille d'accueil envers l'enfant : sympathie, compréhension, et respect de l'autre.

pas de solution dans le ghetto

A ces difficultés spécifiques s'ajoutent des difficultés induites par l'intervention même du service. Quels que soient les efforts déployés, une certaine exclusion ou une certaine singularisation de ceux qui ont été l'objet de cette prise en charge éducative, semblent inévitables.

On peut estimer que le complexe d'enfants de l'assistance... l'imagerie traditionnelle de la *casquette et des boutons dorés*... ont heureusement disparus... ;

Mais il faudrait manquer singulièrement de clairvoyance pour penser que désormais les enfants et leur famille ne vivent pas cette prise en charge et ce placement comme une sorte de marque plus ou moins dévalorisante qui les suit dans le cours de leur existence et dans l'ensemble de leurs activités : à l'école..., au village..., dans les centres de loisirs..., dans les démarches administratives... ; le sentiment est d'ailleurs renforcé par l'attitude scandaleuse ou imbécile de



Ne pas chercher à « guérir » les gens parce qu'ils sont différents

responsables éducatifs ou administratifs qui, sous le fallacieux prétexte de l'efficacité enfermeront ces enfants dans un ghetto.

A cet égard, il faut bien avouer que la tendance constante et malheureuse à la spécialisation des services et à la médicalisation des situations sociales, à l'omniprésence de la thérapie ou de la pseudo-thérapie comme s'il fallait *guérir* les gens parce qu'ils sont différents, n'aident sûrement ni les enfants, ni leur famille à vivre cette assistance. Cette référence à un service *spécialisé* concrétise en effet vis-à-vis de l'extérieur l'insuffisance de la famille sans lui

permettre de faire valoir combien cette insuffisance est, dans la plupart des cas induite par le sort qui a été le sien.

Ainsi en règle générale, l'enfant se sentira de toute façon à part et il serait illusoire de la part de l'éducateur de vouloir nier cette situation. Son rôle est sûrement d'aider l'enfant et sa famille à assumer cette prise en charge plutôt qu'à faire *comme si elle n'existait pas*.

Ces phénomènes jouent quelle que soit l'origine ethnique ou nationale des enfants placés.

Mais il va de soi que dans le cas d'un enfant immigré, elle s'ajoute à une succession de rejets : exclusion culturelle d'origine qui, pour une part, a sûrement joué un rôle dans l'apparition des problèmes de la famille et leur dramatisation : c'est le racisme ordinaire rencontré dans la rue, dans le métro, au café, quelquefois même dans le service social, fréquemment dans les services administratifs.

À la suite de toutes ces difficultés économiques, morales, affectives, intervient le rejet de la propre famille, famille éclatée qui, au fil des mois, va suivre, par rapport à l'enfant placé, une évolution divergente qui, si l'on n'y prend garde, ne permettra même plus le dialogue entre l'enfant et sa propre famille.

Enfin, exclusion liée à cette prise en charge par le service social ; exclusion soulignée au niveau politique par les professionnels de la haine qui ne manqueront pas de relever que cet enfant est non seulement étranger mais qu'en plus il coûte à la collectivité nationale, puisqu'il faut le placer dans un établissement.

Bien entendu, ces exclusions potentialisent leurs effets et peuvent entraîner une non structuration de la personnalité de l'enfant ou une destruction de cette personnalité : enfant écartelé entre des cultures différentes, des familles différentes, des services sociaux, des travailleurs sociaux. Pallier ce danger, c'est-à-dire jouer pleinement le rôle social d'aide, respectueuses des personnalités, nécessite une adaptation des structures et une formation des hommes qui agissent.

Or, il faut avouer que la plupart des services d'assistance éducative ayant de plus en plus d'enfants d'origine étrangère en charge, n'ont jamais posé ce problème et donc à fortiori, n'ont pas développé les moyens techniques, ni dégagé les possibilités matérielles de l'affronter.

Tout repose sur la bonne volonté, l'intelligence, et la conscience des travailleurs sociaux qui interviennent mais ceci est sûrement insuffisant : il faut affirmer la nécessité de l'information et de la formation permanente des équipes se chargeant de telles responsabilités.

C'est à partir de ces réflexions que par exemple une association comme l'Union Française pour le Sauvetage de l'Enfance a décidé d'engager dans cette voie une réflexion plus approfondie et d'instaurer la possibilité de prendre en compte ces problèmes spécifiques des enfants de migrants.

Mais le C.L.E.P.R. ne serait-il pas le cadre idéal pour permettre une réflexion et une concertation entre les services confrontés à ces difficultés ?

Pierre LASSUS
Travailleur social

pédagogie à géométrie variable

1971. Un collège (1) de 1 350 élèves — prévu pour 1 200 —, des classes pratiques peuplées à 99 % d'enfants étrangers à peine alphabétisés, des classes aménagées regroupant les enfants français en difficulté soigneusement protégés à la fois de contacts avec les bons élèves et les étrangers.

Cette situation reste celle de nombreux collèges implantés dans les zones à urbaniser en priorité (ZUP) des grandes villes où les primo-arrivants sont placés dans les trop rares classes d'initiation ou dans les cours élémentaires, voire même cours préparatoires avec des enfants de 6 à 8 ans. (Il est inutile de souligner longuement la situation d'échec de ces enfants *trop développés physiquement*, mal à l'aise, révoltés ou repliés sur eux-mêmes, en résumé rendus débiles ou qualifiés de débiles par ceux qui les examinent ou les cotoient). Certains triplent le cours préparatoire, doublent le cours élémentaire et se retrouvent *trop vieux...* à 13 ans pour entrer au collège (2).

1978. Pendant 7 ans, dans ce collège qui accueille 33 % d'enfants d'émigrants, les enseignants et l'équipe de direction avec l'aide d'inspecteurs départementaux et de conseillers pédagogiques créent un ensemble de structures souples permettant de scolariser les enfants non francophones de 11 à 16 ans : après la classe d'initiation au français par la méthode du CREDIF, les enfants sont orientés à l'intérieur du collège vers les classes de 6^e s'ils sont jeunes, de 5^e et de 4^e à horaire et programme aménagés s'ils atteignent 13 ans.

Dans ces classes d'adaptation sont reprises les bases de mathématiques, français, langue vivante et les enfants nouvellement alphabé-

tisés y retrouvent les élèves *en difficulté* à l'issue d'une 6^e ou d'une 5^e. Ce cycle d'études de 3 ans ou 2 ans a conduit vers les lycées et les CET depuis le début de cette *expérience* nombre d'élèves qui eussent été envoyés en apprentissage ou à l'inactivité, pudiquement appelée *vie active* quand il s'agit d'enfants étrangers.

Le collège a été en partie adapté à l'enfant, les programmes adaptés au groupe d'élèves, une pédagogie de la réussite faisant place à la sélection par l'échec et ce pour les enfants francophones ou non francophones sans exclusive. Parallèlement à ces structures souples, la classe d'initiation elle-même est *éclatée*, les enfants pouvant suivre les cours de mathématiques en 5^e ou 4^e et recevant en EPS, dessin, TME, musique, le même enseignement que les 1 200 autres élèves. La langue maternelle est enseignée dès la 6^e afin de préserver les connaissances acquises dans le pays d'origine ; cet enseignement *hors programme* permet à l'enfant d'étudier l'une des autres langues vivantes enseignées dans le collège, de recevoir la même *culture* (3) que leurs camarades francophones.

Ces enfants sont suivis par l'équipe éducative, et la présence du professeur de portugais ou d'arabe est un appui considérable tant psychologique que pédagogique.

(1) *Éducation et développement* : Numéro spécial *Enfants de travailleurs migrants* A. Postel-Vinay.

(2) La réforme en cours oriente impérativement les enfants de 13 ans des C.E. et C.M. 1 vers les sections d'éducation spécialisée au même titre que les enfants issus des classes de perfectionnement.

(3) Ce mot a curieusement disparu des textes officiels où l'on ne parle plus d'enseignants mais de *formateurs*, plus de *culture* mais de *formation*.



adapter les structures

Le contact avec les enfants francophones, en classe, dans les clubs coopératifs, en classe de mer, en classe verte, en classe de neige, dans les visites de tous ordres, est certes indispensable et facteur de réussite et d'équilibre psychique de l'enfant de migrant. Mais il a besoin d'une aide pédagogique plus précise, plus sûre que le *bain* linguistique du collège d'accueil et de la rue. Et s'il n'existe pas de classe d'initiation, les heures de soutien sont alors absolument nécessaires.

La brochure du C.E.F.I.S.E.M. de Paris relate les travaux de recherche d'un groupe de stagiaires et développe les points suivants :

- nécessité du soutien aux enfants ex-non-francophones placés dans les classes *normales*.
- objectif de ces actions de soutien
- contenu souhaitable des séances de soutien et suggestions d'activités
- bilan de quelques expériences.

Les difficultés scolaires des enfants de migrants (2) se situent sur le *plan linguistique* « la non-francophonie totale ou partielle rendant l'enfant étranger incapable de suivre dans une classe normale » mais elles sont également la conséquence de l'*écartèlement de l'enfant étranger entre deux*

appartenances culturellement différentes », des « *angoisses du dépaysement entraînent tantôt un complexe d'échec ou une inhibition ou l'agressivité, de la confusion entre la langue parlée et la langue écrite et la langue écrite, le décalage entre la scolarité suivie dans le pays d'origine et l'école française* ».

Face à ce constat de difficultés d'ordre psycho-sociologiques et culturels quels sont les objectifs du soutien indispensable : les circulaires officielles conçoivent le soutien comme « *un rattrapage ponctuel* », remède « *aux séquelles résiduelles de l'inadaptation linguistique de l'enfant étranger à la scolarité française* ». À la lumière des recherches spécialisées (CREDIF, IRFED, CEFISEM) la prise en compte des problèmes socio-culturels et psycho-linguistiques nécessite une forme de « *soutien global en profondeur ou d'appui personnalisé* » indépendant des programmes scolaires et prenant en compte « *l'identité de l'enfant de migrant et de sa culture d'origine* ».

On peut trouver des éléments de réponse dans une brochure du CEFISEM intra académique de Paris, Versailles, Créteil ; les activités suggérées peuvent faire naître des enquêtes auprès des familles de travailleurs immigrés, contacts propices à l'éducation à la fraternité et à la lutte contre le racisme.

Précieuse aussi l'aide du médecin scolaire, de l'assistante sociale qui suivent les enfants depuis l'école élémentaire jusqu'aux lycées (3), de la conseillère d'orientation qui, chaque année, fait le point avec les enseignants, leur apportant les informations concernant la scolarisation en seconde et en première et terminale des élèves alphabétisés au collège.

Indispensable aussi le travail accompli avec les animateurs du CEFISEM de Paris et du CREDIF dont nous donnons par ailleurs un aperçu trop court à notre gré.

Quels est le *coût* de ce travail d'adaptation des structures scolaires aux handicaps des élèves dans une société où toute expérience doit être *rentable*. Nous répondrons « *quel est le coût de certains enfants ou adolescents inadaptés attirés vers la délinquance* » !

Un autre facteur d'amélioration des rapports familles-enseignants-enfants a été l'ouverture de cours d'alphabétisation pour les adultes, l'après-midi pour le public féminin, le soir pour le public masculin, cours financés par le Fonds d'Action Sociale (4), par l'intermédiaire de l'A.F.D.E.T. (5).

(1) Centre de Formation de l'information pour la scolarisation des Enfants de Migrants, 97 rue Balard, 75015 PARIS.

(2) Il faut étendre la notion d'enfants non francophones en difficulté aux réfugiés et rapatriés du Vietnam de nationalité française et même de certains ressortissants des TOM-DOM.

(3) Lycée classique, moderne, technique et L.E.P., lycée d'enseignement professionnel, nouvelle appellation des C.E.T.

(4) F.A.S. alimenté en grande partie par les allocations familiales des travailleurs migrants dont les enfants sont restés au pays d'origine.

(5) A.F.D.E.T., 57 rue Pigalle, PARIS 9^e.

le point de vue des enseignants

Le problème de l'accueil scolaire des enfants de travailleurs émigrés reste toujours un problème d'actualité.

900.000 enfants de travailleurs émigrés fréquentent l'école française. En gros, un élève sur dix de moins de 16 ans est étranger. Nous avons, certes, des formules d'accueil réservées à ces enfants. En France, 3 formules sont offertes :

- 1) l'intégration totale dans une classe normale ;
- 2) l'accueil dans une classe spéciale : initiation pour le primaire, adaptation pour le secondaire
- 3) formules mixtes.

Voici quelques réactions faisant suite à un questionnaire rédigé à leur intention, s'inscrivant dans le cadre d'une recherche sur la scolarisation des enfants de travailleurs émigrés en région parisienne. Ce questionnaire fut distribué à une trentaine d'enseignants rattachés au département des Hauts-de-Seine, lequel, à lui seul, compte plus de 28.400 élèves soit 11,2 % de l'effectif total.

Questions posées :

- 1) Que pensez-vous des structures d'accueil réservées aux enfants étrangers ?
- 2) Contestez-vous l'existence de ces structures ou non ? Pourquoi ?
- 3) Vous est-il arrivé de recevoir dans vos classes un élève étranger non-francophone ? Si oui, comment avez-vous réagi ?
- 4) Aimerez-vous, à un moment donné de votre carrière, exercer dans ce type de structure ? Pourquoi ?
- 5) Pensez-vous qu'un enfant étranger a la même chance de suivre un cursus normal : primaire-secondaire qu'un enfant français

Beaucoup d'enseignants, sur les trente auxquels fut remis ce questionnaire pensent qu'en soi, la mise en place de ces structures, visant à favoriser l'intégration, l'adaptation des enfants, a un aspect positif au niveau de l'impératif immédiat que représente l'acquisition de la langue. Mais si ces structures, telles les classes d'initiation, demeurent fermées, un ghetto où le groupe d'enfants reste toute

l'année 27 heures par semaine avec seulement le maître à qui est confiée la classe sans vrais contacts ni échanges avec le reste de l'école, ces structures sont alors à rejeter. Autrement dit, pour ces enseignants, la formule idéale est le fonctionnement en structures éclatées.

Mais dans tous les cas, ils estiment ces structures déjà existantes insuffisantes, mal adaptées aux besoins réels des enfants. « On ne respecte pas assez les classes d'âges » répond une institutrice. « Quant à la culture d'origine de ces enfants, elle est trop souvent niée ».

Pour d'autres enseignants, telles qu'elles fonctionnent actuellement, « ces structures ne font que renforcer une certaine marginalisation au sein du système, et souvent irréversible ». Pour poursuivre dans ce même sens : une enseignante fait remarquer que trop souvent « la classe d'initiation s'inscrit dans la structure d'enseignement parallèle (adaptation, perfectionnement) ». Faut-il donc considérer ces structures comme sous-secteur de l'enfance inadaptée ? Actuellement telle serait la tendance. Et c'est ce contre quoi nous devons lutter pour éviter que ces enfants ne demeurent « les enfants de nulle part ».

Comme nous pouvons le constater à partir de ces quelques idées dégagées, le problème n'est pas simple.

Ce qui est fait jusqu'à maintenant est loin d'être suffisant. Dans le secteur des communes de Colombes-Gennevilliers-Nanterre, où a porté l'enquête, l'expérience des structures d'accueil ne se limite qu'au primaire. L'administration a jusqu'alors toujours refusé la création de classes d'adaptation au niveau collège. Qu'on ne s'étonne pas alors de retrouver un élève sur deux en S.E.S.

A la question « vous est-il arrivé de recevoir dans vos classes un enfant étranger non francophone ? Quelle a été votre réaction ? » tous les enseignants reconnaissent avoir été confrontés au problème. Et leur tâche n'a jamais été simple. Car comment, d'une manière générale, saisissons-nous l'enfant étranger ?

A quoi revient la priorité ?

Favoriser l'urgence de l'apprentissage du français ou l'aspect affectif, relationnel, psychologique ? Les deux vont de pair certes et le second mérite sans doute la priorité.

Beaucoup des enseignants reconnaissent s'être heurtés ou se heurter à de grandes difficultés d'ordre pédagogique et sur le plan méthodologique surtout. « Nous ne sommes pas prof de français » dit une institutrice. « Nous n'avons pas la formation requise sur le plan linguistique » dira une autre.

La majorité remet en question et à juste titre d'ailleurs le problème de la formation des enseignants.

Le fait est que la manipulation d'une méthode d'apprentissage du français langue étrangère ne s'improvise pas.

A la question 4 sur 30 réponses données : 24 enseignants répondent par un *non* catégorique ; 6 autres répondent *pourquoi pas* mais à la condition de recevoir une formation dans les domaines de la linguistique et de l'audio-visuel.

Dans tous les cas réapparaît le problème de la formation des enseignants.

A la question 5 « Pensez-vous qu'un enfant étranger a la même chance de suivre un cursus scolaire normal primaire-secondaire qu'un enfant français ? » les réponses sont de deux ordres : oui et non. 1/3 des enseignants pensent que oui si l'enfant jouit d'un milieu socio-culturel favorable et même s'il a, au départ, quelque retard. Non, pensent-ils tous, de toute façon, si l'enfant vit dans des conditions défavorables, à savoir : problèmes de logement, d'argent, nourriture, santé, etc...

des chances inégales

A noter que dans toutes les réponses, ce problème de l'égalité des chances s'étend à tous les enfants, étrangers ou pas. Ils échouent en effet, tout comme échouent les enfants français des milieux les plus défavorisés.

En fait, si l'on reprend des enquêtes déjà faites au niveau des Hauts-de-Seine, il apparaît que 57,8 % des enfants de travailleurs immigrés sont retardés scolaires au niveau CP ; au CM1 : 72,4 %.

Si l'on suit le cycle primaire, l'enfant d'immigré possède moins d'une chance sur deux de suivre un cycle normal à l'issue du CP ; alors que la population d'enfants français ne subit le même handicap qu'au niveau du CM2.

Au niveau du CM1, seul un enfant étranger sur 4 peut prétendre entrer au CM2. Les autres sont orientés dès le CM1 ou s'ils sont maintenus dans le cycle élémentaire, ils ne peuvent prétendre, sauf exception, suivre les cycles I et II. S'ils vont en CM2 avec moult béquilles, seuls 5 à 6 % franchiront le cap de la 5^e. Les autres auront depuis longtemps rejoint le flot des sections les moins nobles de CET qu'ils quitteront avant d'obtenir le CAP car les issues sont bouchées par avance.

Certes, d'aucuns en réchappent. Nous connaissons des bacheliers enfants de travailleurs émigrés.

Que de génie cela suppose !

Ce que nous devons retenir, c'est qu'en fait la scolarisation des enfants immigrés en France sert de révélateur à deux crises de notre société :

1) Elle révèle de façon profonde l'absence d'une véritable politique d'immigration ou plutôt les contradictions d'une politique implicite.



2) Enfin ; elle rend plus aigüe l'inadaptation de notre système scolaire à la société actuelle.

La formule retenue quelle qu'elle soit, ne doit pas marginaliser davantage les enfants immigrés ou les figer dans la situation de handicapés ou même seulement d'assistés. La scolarisation des enfants immigrés, comme d'ailleurs la formation des travailleurs immigrés adultes, ne doit pas être considérée sous l'angle unique d'une politique d'aide, d'assistance à des gens démunis de quelque chose (la langue et la culture françaises) comme si les migrants et leurs enfants, considérés sur le plan culturel comme éternels demandeurs n'avaient rien à nous apporter.

Il est bon de mettre l'accent sur les difficultés et les besoins propres à ces enfants mais il serait dangereux de placer ce problème à part sans référence aux besoins des élèves français, en particulier de ceux issus de milieux défavorisés.

A la question « que faire pour les enfants de migrants ? » il faudrait sans doute ajouter : « Que faire qui soit aussi profitable pour les enfants français ? » A la question « que peut-on apporter à ces enfants ? » il faudrait également ajouter : « Que peuvent-ils nous apporter ? » Si l'on considère en effet que l'un des bénéfices essentiels d'une éducation est l'aptitude à prendre du recul par rapport à soi-même et à sa propre culture par-delà les pièges de l'ethnocentrisme, alors la présence de nombreux enfants étrangers dans nos classes apparaît pour les éducateurs et les enfants français comme une chance à saisir et non comme une gêne.

M.J.B.

adhérez
au
c.l.e.p.r.

« Education à la Fraternité » est la rubrique mensuelle du Centre de liaison des éducateurs contre les préjugés raciaux (C.L.E.P.R.).

Le C.L.E.P.R. développe ses activités : en organisant des rencontres et des débats entre éducateurs, en favorisant l'échange d'expériences entre enseignants, en leur fournissant de la documentation.

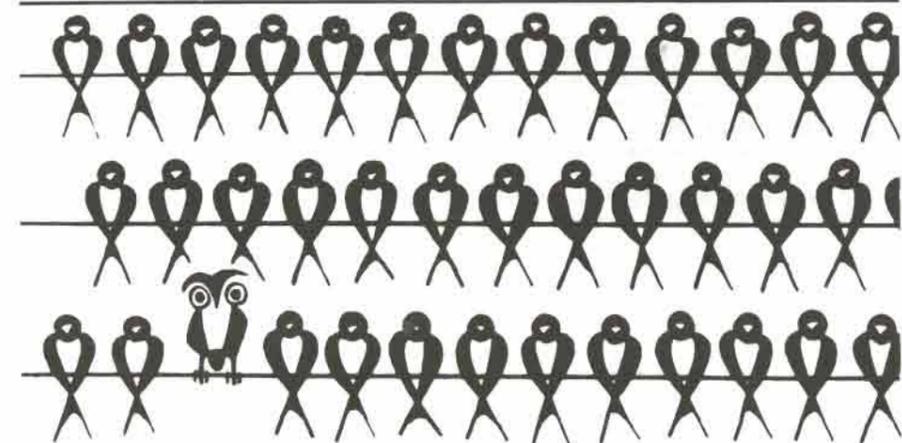
Président d'honneur : Marc-André Bloch. Présidence : Yves Bouloungne, Jean Pihan, Olga Wormser-Migot.

Montant de la cotisation :

Membre actif : 10 F.

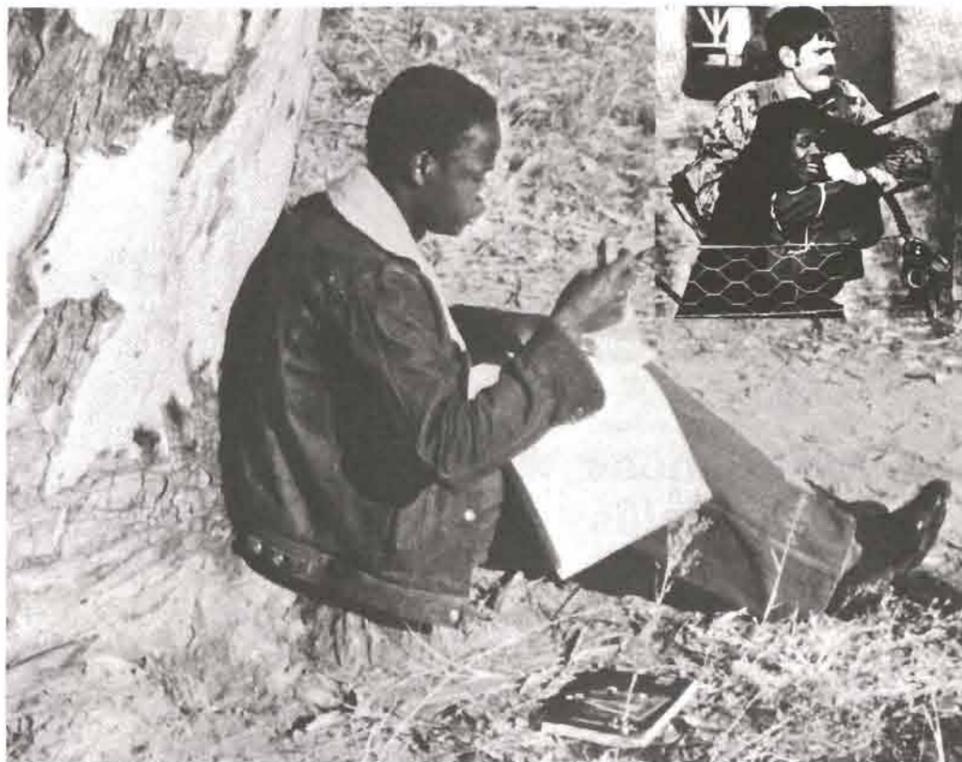
Membre donateur : 20 F. Membre bienfaiteur : à partir de 30 F.

Adresser les adhésions au C.L.E.P.R. - 120, rue Saint-Denis - 75002 Paris avec un chèque postal (3 volets) à l'ordre de Mlle Baboulène, Institutrice - C.L.E.P.R. (C.C.P. 18 177 35, Paris).



appel

au soutien des réfugiés d'Afrique du sud



A défaut d'une salle de classe dans un pays d'asile, le pied de l'arbre.

UNHCR/7182/LJ

des milliers de jeunes sud-africains ont fui la répression.

Depuis le 16 juin 1976, des milliers de jeunes Sud-Africains ont été contraints de chercher refuge dans les pays voisins (Botswana, Angola, Zambie et Tanzanie), pour fuir la répression sanglante qui a suivi le soulèvement des écoliers de Soweto et qui a fait près de 1.000 morts dans la population d'Afrique du Sud.

Ces jeunes sont, depuis, sous la protection du mouvement de libération, l'African National Congress, qui n'a pas les moyens de faire face à tous leurs besoins. Déjà, la solidarité internationale s'est manifestée pour leur venir en aide et parer au plus pressé.

En France, le Secours Populaire et le m.r.a.p. ainsi que des organisations chrétiennes, ont fait parvenir des vivres. Mais aujourd'hui, l'A.N.C. lance un appel urgent à tous les hommes de bonne volonté pour qu'ils intensifient leur soutien.

Jusqu'ici le peuple sud-africain connaissait surtout de la France les « Mirage » de Marcel Dassault, les « Alouette » et les automitrailleuses Panhard. Nous devons leur montrer l'autre visage de notre pays, celui de la solidarité avec tous les peuples qui luttent pour leur libération.

Le m.r.a.p. ■■ prépare l'envoi de colis contenant des vivres, des médicaments et du matériel indispensable à tous les écoliers du monde : craie, crayons, stylos à bille, cahiers, ardoises, cassettes, etc.

ENVOYEZ-NOUS DU MATÉRIEL SCOLAIRE ET/OU VOTRE CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC UN MESSAGE DE SOLIDARITÉ AUX JEUNES D'AFRIQUE DU SUD :

Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix
« Soutien aux Réfugiés de l'Apartheid »
120, rue Saint-Denis — 75002 Paris — C.C.P. 9239-81 Paris

■ 1978 a été déclarée par l'O.N.U. Année internationale contre l'Apartheid
■ Le m.r.a.p. est une Organisation non-gouvernementale dotée du statut consultatif auprès de l'O.N.U.



un métier

hoquet

« Et les becs de gaz / qui rendent plus tristes / ces nuits au bout desquelles / occidentalement / avance mon ombre / pareille à ma légende d'homme-singe » Léon-Gontran Damas avait vécu avec une particulière acuité sa situation d'étudiant nègre, rescapé du colonialisme, dans un monde qui ignorait avec superbe les revendications culturelles qui commençaient à s'exprimer parmi la petite communauté des étudiants antillais et africains de Paris. En 1934, il fondait avec Aimé Césaire et Léopold-Sédar Senghor la revue L'étudiant Noir qui devait permettre une importante réflexion des intellectuels soumis à la pression de l'assimilationnisme colonial.

Pourtant Damas ne se fait pas d'illusion. Sa poésie, si puissante dans son dépouillement nerveux, est toute entière un témoignage de métis. Jamais il ne mimera l'authenticité retrouvée. Il exprime le déchirement d'une éducation qui a été de toujours un dressage à la ci-vi-li-sa-tion. Aussi, tout chauvinisme lui paraît-il insupportable : « Passe pour le crétin d'Allemand / de se promettre d'avoir la peau du Français / et de s'en faire / des sauts de lit / Passe pour le crétin de Français / de se promettre d'avoir la peau de l'Allemand / et d'en faire des sauts de lits / Passe pour tout élan patriotique / à la bière brune / au pernod fils / mais quelle bonne dynamite / fera sauter la nuit / les monuments comme champignons / qui poussent aussi / chez moi ».

Peu avant la guerre de 39, un poème interdit de Damas circulait sous le manteau dans plusieurs colonies françaises d'Afrique. Il y adjurait « tout ce que le Sénégal peut accoucher de combattants sénégalais futurs anciens /.../ de commencer par envahir le Sénégal ! »

Né en 1912 à Cayenne, L.-G. Damas vient de mourir. C'est la voix d'un des plus grands poètes contemporains de langue française qui s'est éteinte, d'un témoin dont l'influence est restée vivante en Afrique et aux Antilles. Nous reproduisons ici un de ses poèmes les plus célèbres, très significatif de sa pensée et de son écriture.

J.-L. S.-D.

Le poème « hoquet » est tiré du recueil « Pigments », Edition présence africaine. Illustration originale d'Auguste Créteinoir.

droit et liberté ■ n° 369 ■ mai 1978

Et j'ai beau avaler sept gorgées d'eau
trois à quatre fois par vingt-quatre heures
me revient mon enfance
dans un hoquet secouant
mon instinct
tel le filic le voyou

Désastre
parlez-moi du désastre
parlez-m'en
Ma mère voulant d'un fils très bonnes
manières à table

Les mains sur la table
Le pain ne se coupe pas
Le pain se rompt
Le pain ne se gaspille pas
le pain de Dieu
le pain de la sueur du front de votre Père
le pain du pain

Et puis et puis
et puis désastre
parlez-moi du désastre
parlez-m'en

Ma mère voulant d'un fils mémorandum
Si votre leçon d'histoire n'est pas sue
vous n'irez pas à la messe
dimanche
avec vos effets des dimanches
Cet enfant sera la honte de notre nom
cet enfant sera noire nom de Dieu

Taisez-vous
Vous ai-je ou non dit qu'il vous fallait parler
Français

le français de France
le français du français
le français français
Désastre

parlez-moi du désastre
parlez-m'en
Ma mère voulant d'un fils
fils de sa mère
Vous n'avez pas salué voisine
encore vos chaussures de sales
et que je vous y reprenne dans la rue
sur l'herbe ou la Savane
à l'ombre d'un Monument aux Morts
à jouer
à vous ébattre avec Untel
avec Untel qui n'a pas reçu le baptême

Désastre
parlez-moi du désastre
parlez-m'en

Ma mère voulant d'un fils très do
très ré
très mi
très fa
très sol
très la
très si
très do
ré-mi-fa
sol-la-si-do

Il m'est revenu que vous n'étiez encore pas
à votre leçon de vi-o-lon
Un banjo
vous dites un banjo
comment dites-vous
un banjo
vous dites bien
un banjo
Non monsieur
vous saurez qu'on ne souffre chez nous
ni ban
ni jo
ni gui
ni tare
les mulâtres ne font pas ça
laissez donc ça aux nègres

touchés !

Les idées justes, même sans moyens financiers, sont-elles donc capables d'inquiéter l'aréopage huppé de l'extrême-droite en col blanc ? On pourrait le croire en lisant les lettres indignées que nous ont envoyés le G.R.E.C.E. et Alain de Benoist à la suite de l'article de Stéphane Mayreste ; L'extrême-droite en col blanc (d & l n° 364-365, p. 34 et 35)

Selon M. Roger Lemoine, Président du G.R.E.C.E., cet organisme « n'a lancé aucune offensive sur le thème de l'inégalité de l'homme. Il se trouve simplement que le livre de Pr Hans Eysenck qui porte ce titre et qui a été publié il y a quelques mois par les éditions Copernic, a suscité en France un débat scientifique et philosophique dont l'importance a été soulignée par plusieurs observateurs... » Devant ce débat, « le G.R.E.C.E. s'est contenté d'apporter sa contribution... en invitant le professeur Eysenck à son colloque du 4 décembre dernier ».

Inutile de dire que, par un hasard miraculeux, tous les intervenants ont abondé dans le sens du professeur britannique et que les éditions Copernic sont contrôlées par des membres du G.R.E.C.E. Quant à la fantastique campagne publicitaire menée autour des deux ouvrages publiés par les éditions qui semble chérir M. de Benoist (il nous écrit sur papier à en-tête de cette efficace entreprise), elle est sans doute le fruit de l'opération conjuguée du Saint-Esprit et du bon sens dont on sait que les Français sont abondamment pourvus.

Le G.R.E.C.E. se plaint. Nous politiserions le débat : « La polémique qui est née de la publication de L'inégalité de l'homme aurait pu être constructive si certains scientifiques n'étaient aveuglés par un fanatisme idéologique tout à fait regrettable et n'avaient pas cherché à faire des procès d'intention à leurs adversaires ». La responsabilité de ce qu'il appelle une « chasse aux sorcières » retomberait entièrement sur le mrp. C'est trop d'honneur ou trop d'indignité. Rappelons toutefois que si quelqu'un politise le débat, car, c'est vrai, politisation il y a, ça n'est certes pas nous. Ça n'est pas nous qui extrapulons des résultats partiels, qui manipulons les mathématiques pour leur faire

dire des conclusions préétablies : ce sont eux !

Il suffit pour s'en convaincre de se rapporter à l'excellent (et rigoureusement scientifique) document remis à la presse par Albert Jacquard le 6 mars (cf dl n° 368). Quant à la chasse aux sorcières, de grâce, ne renversons pas les rôles. Les éditions droit et liberté n'ont pas, que l'on sache, les mêmes moyens financiers que les éditions Copernic ou que le groupe Bourguines. Et les calomnies que le G.R.E.C.E. et ses féaux ou inspireurs déversent sur des scientifiques honnêtes en tentant de les faire passer pour des obscurantistes de gauche ont infiniment plus de moyens d'être diffusées que l'objective réalité dont nous nous faisons les porte-parole.

Les représentants de l'extrême droite de salon terminent leur mise au point en disant : « Le G.R.E.C.E. a eu l'occasion, à plusieurs reprises, de prendre position, sans la moindre ambiguïté contre tous les racismes. Prétendre que nous diffusons « des idées racistes » qui « se camouflent derrière une phraséologie astucieusement prudente » est un mensonge grossier ».

Ce qui tombe un peu mal, c'est que la conclusion de Stéphane Mayreste se fonde sur des citations très claires. Mais il est vrai que pour le G.R.E.C.E., l'apartheid dont il est un fervent soutien, n'est pas un système raciste, mais ressortit selon l'expression d'Alain de Benoist, à un « antiracisme non idéologique qui ne devrait rien à l'universalisme ou à l'égalitarisme ». Comme on peut le constater, les mots n'ont pas tout à fait le même sens pour le G.R.E.C.E. et pour le reste du monde !

A propos de cette citation, M. Alain de Benoist nous écrit : « Droit et Liberté place sous ma plume la déclaration suivante : Un

antiracisme intelligent devrait être un racisme non idéologique. Il suffit de se reporter aux sources pour constater que je me suis en fait prononcé pour un antiracisme non idéologique. Ce grossier truquage de citations est un procédé totalitaire déshonorant, qui suffit, à mes yeux, à juger de la qualité de l'article concerné ». Dont acte ! Mais si M. de Benoist avait pris la peine de lire l'article jusqu'au bout, il aurait pu constater que ce lapsus calami était corrigé quelques lignes plus loin, sa formule étant citée par deux fois. Et il est vrai que la conception de l'antiracisme que développe le G.R.E.C.E. est si singulière (le développement séparé à la sud-africaine en est considéré comme une astucieuse application !) que le préfixe anti perd tout de même beaucoup de sa vigueur !

M. de Benoist ajoute : « Il est absolument faux d'écrire que la revue Nouvelle École dont je suis rédacteur en chef, est une publication éditée par l'association G.R.E.C.E. Cette revue (qui n'a jamais publié un seul article ayant trait à la politique) est indépendante de toute organisation, association parti ou mouvement. Je n'appartiens moi-même à aucune organisation politique je ne suis pas non plus un dirigeant de l'association G.R.E.C.E. »

Il sera tout de même difficile à Alain de Benoist, l'auteur de Vu de droite, un livre dont de nombreuses feuilles fascistes et d'extrême droite ont fait la louange extasiée, de se faire passer pour un journaliste apolitique ; quant au fait qu'il soit, comme le disait S. Mayreste « un membre influent du G.R.E.C.E. », il faudrait une forte dose d'aplomb pour le nier alors qu'il apparaît dans la plupart des manifestations de ce groupe et qu'il collabore très régulièrement à ses publications. En ce qui concerne Nouvelle École, il suffit de se référer à son contenu et aux appréciations qu'elle porte sur les activités du G.R.E.C.E. pour juger de l'indépendance de la revue d'Alain de Benoist par rapport à cet organisme.

Nous laissons donc nos lecteurs juges de la dernière affirmation de notre correspondant : « J'ai dénoncé à plusieurs reprises, notamment dans des livres et des revues, la malfaisance et l'erreur des doctrines ou des attitudes racistes. J'ai également condamné sans la moindre équivoque toute forme de totalitarisme, d'extrémisme et de colonialisme. J'estime par conséquent n'avoir pas de leçons à recevoir de quiconque sur ce point ».

Mais à la polémique, préférons le débat serein. Droit et Liberté, ainsi que le mrp ont pris l'initiative d'un important colloque sur le thème : Races, sociétés et aptitudes, apports et limites de la science, qui se déroulera le samedi 27 mai, à l'UNESCO. (1) La participation du Pr François Jacob, prix nobel de Médecine, et de très nombreux scientifiques reconnus, donnera à cette initiative un éclat et un intérêt certains. Nous espérons qu'elle intéressera le plus grand nombre, même si notre but n'est pas de « donner des leçons », ni de convaincre Alain de Benoist et ses collègues du G.R.E.C.E., que nous laissons volontiers dans les marécages idéologiques où ils aiment à s'ébattre. ■

(1) Pour le colloque, on peut s'inscrire dès maintenant au siège du mrp. Participation au frais donnant droit à la documentation : 20 F.

livres

intelligence génétique racisme

Depuis 70 ans, les théoriciens du Q.I. (quotient intellectuel) prétendent que leurs tests mesurent l'intelligence, mais lorsqu'on leur demande une définition de celle-ci, ils répondent : « l'intelligence, c'est ce que mesurent les tests d'intelligence ». C'est un cercle vicieux qui caractérise la théorie du Q.I. Nous reprenons ci-après l'analyse du livre de James Lawler par ses traducteurs en français, P. Tolila et E. Herdhuin.

eux-mêmes s'allie dans l'ouvrage de J. Lawler à une critique de fond des thèses héréditaristes sur l'intelligence. Mais l'auteur ne s'arrête pas là et s'attache à poser les bases scientifiques réelles d'une réelle approche de l'intelligence.

Robert PAC

Intelligence, Génétique, Racisme par James LAWLER traduit par P. Tolila et E. Herdhuin Editions Sociales

morituri

« Les termes néo-nazisme ou néo-germanisme définissent assez bien le courant de pensée dont Nouvelle École et l'association G.R.E.C.E. (1) se sont fait les organes d'expression ». C'est l'objet de la petite brochure Morituri de le démontrer, arguments à l'appui.

Cette étude, qui date un peu mais qui a l'immense mérite de rappeler avec précision les origines du G.R.E.C.E. et de Nouvelle École, et surtout qui en recense les thèmes favoris, fourmille d'informations. On sait que l'extrême-droite en col blanc à d'ores et déjà une influence qui dépasse largement le champ clos des néo-nazis « de base » et autres excités ultra-minoritaires. On sera intéressé d'apprendre qu'un grand nombre de membres influents du G.R.E.C.E. et de Nouvelle École viennent de la revue raciste et néo-nazie Euro-pe-Action qui a sévi dans les années 60, que leurs thèmes favoris sont l'eugénisme, l'inégalité des races et des individus, la condamnation de l'universalisme et de l'égalitarisme venus de Judée par le biais du christianisme, le tout saupoudré de folklore germano-druido-scandino-celtique. (C'est ainsi que « Morituri » affirme qu'Alain de Benoist, rédacteur en chef de Nouvelle École et tête pensante du G.R.E.C.E. a servi d'officier « au mariage druido-germano-celtique G.R.E.C.E. au cours duquel les mariés échangèrent fort dignement un poignard et une clef » !)

Au delà des élucubrations liturgiques d'Alain de Benoist, on frémit devant les thèses et l'influence de ses compères. Les

Ce qui l'amène à poser les questions fondamentales :
- Existe-t-il des tests « neutres » prouvant une intelligence innée ?
- Les tests sont-ils vraiment des instruments de mesure (mesure de quoi ?) ou le redoublement pratique de la sélection sociale et culturelle ?
Cette mise en cause des tests

comité locaux et les militants antiracistes peuvent-être intéressés par ce dossier qui devrait leur permettre d'informer la presse locale, notamment lorsque le G.R.E.C.E. ou l'une de ses filiales affirment, comme ils le font systématiquement qu'ils ne sont pas racistes, qu'ils ne font pas de politique, et que le mrp et ses pareils sont d'infâmes voyous bolcheviques qui ne respectent même pas les philosophes honnêtes, les moralistes candides et les scientifiques tout occupés de l'avancement des connaissances

dont ils se proclament le digne aréopage.

Quelques préoccupations exprimées par les auteurs de cette brochure seront sans doute étrangères à certains de nos lecteurs. Elle n'en est pas moins un utile élément d'information. (2)

(1) Groupement d'Études et de Recherche sur la Civilisation Européenne, cf d & l n° 364-365 : L'extrême-droite en col blanc.

(2) Éditions G.A.R.A.H. On peut se procurer cette brochure au mrp, pour le prix de 15 F, plus frais de port : 3 F.

cinéma

aum shiva

Un documentaire sur le célèbre danseur Ram Gopal qui s'est consacré, sa vie durant, à son art et dont le talent a permis notamment au kathakali de franchir les frontières de l'Inde.

Intéressant documentaire de la veuve d'Albert Lamorisse sur un disciple d'Aum Shiva, divinité de la danse indienne.

Film Français de Claude Lamorisse.

la terre de nos ancêtres

Un film finlandais de Rauni Mollberg qui nous fait découvrir un univers où l'on pénètre rarement : un hameau du nord de la Finlande. Avec ses longs hivers enneigés, ses courts printemps aux vertes prairies et ses automnes rouges, la rudesse du climat déteint sur les habitants de ce village où l'existence semble s'être figée une fois pour toute.

Seul le rythme des saisons avec son cortège de naissances et de morts règle la vie des villageois.

Traits grossiers, mœurs frustes, travail harassant, mains calleuses, exhalaisons d'alcool mêlées aux incantations d'un prêtre-exorciseur et lubrique plus une sexualité à fleur de peau, voilà le décor de cette communauté autarcique vivant mal le contact avec l'autre, ici le Lapon et ses troupeaux de rennes. Un regard incisif sur un monde méconnu, isolé, lointain que le XX^e siècle n'a pas atteint.

Film finlandais de Rauni Mollberg



les déracinés

exposition

Beau film algérien qui dénonce l'implantation du système colonialiste français en Algérie. Aidés des notables locaux, les colons spolient les paysans algériens de leurs terres et ainsi naissent les déracinés conséquence de la colonisation de tout un peuple qui désormais devra subir injustices, exode rural et brisure de la communauté villageoise traditionnelle. Face aux discours humanistes des représentants du pouvoir et du colonialisme : une réponse, la solidarité des déracinés. Mais aussi parfois face à ce système fait de misère et d'exploitation la révolte aveugle et sourde, la réaction individuelle violente (celle de la fin de ce film de L. Merbah). A ne pas manquer.

Film algérien de L. Merbah

force de frappe

Des ouvriers danois sont en grève. Ils refusent de construire des bâtiments de guerre, pour une tierce puissance (la France en l'occurrence) devant recevoir un armement atomique. A travers cette fiction, Peter Watkins nous démonte le mécanisme de cette grève et ses conséquences au plan national (enlèvement, répression, censure etc...) et au niveau international (exportation de matériel militaire, armée intégrée etc...). Un film qui pose beaucoup de questions : nucléaire, information, répression de masse, violence des groupuscules mais souvent de façon très maladroite, confinant à l'ennui et une vision erronée.

Film danois de Peter Watkins.

Succédant à Jean Rostand, décédé l'an dernier, Pierre Paraf, président du m.r.a.p. a été élu au mois de mars à la présidence de l'Association des amis d'Émile Zola. Un écrivain qui a pesé de tout son poids pour faire pencher la balance du côté de la justice dans l'affaire Dreyfus ainsi que le relate Pierre Paraf dans son dernier livre (paru aux éditions droit et liberté) : La France de l'Affaire Dreyfus.

le festival de rennes

Ce festival qui a lieu tous les ans, à l'initiative de la maison de la culture de Rennes et de son directeur Chérif Khaznadar permet aux spectateurs de faire un tour du monde authentique puisque les troupes qui se produisent à Rennes ne sont pas forcément accessibles dans le pays d'origine aux touristes, et ce, en l'espace d'une semaine.

Cette année tous les continents étaient représentés du 3 au 12 mars par divers spectacles, animations, films et expositions et notamment une très riche exposition sur la « marionnette traditionnelle ».

Ont été particulièrement appréciés les chants et musiques des derviches turcs pour la première fois hors de Turquie et qui arrivaient à nous communiquer cette quête du « tout », de l'âme secrète de l'Islam que représente le soufisme.

Également appréciées les musiques hongroises, les chants liturgiques et populaires tunisiens avec leur mystique maraboutiste et surtout les spectacles de danse venus de l'Inde et de la Corée.

Comme le souhaitent les organisateurs « grâce aux traditions très pures groupées en un festival, il devient soudain possible à l'homme moderne, sans racines, privé des pulsions vitales de ses ancêtres de se rendre compte des différences. Sa propre existence, ou celle de la société dans laquelle il vit lui semble soudain s'alourdir et prendre du prix. Sa vie devient précieuse parce qu'il découvre qu'elle suit une ligne intrinsèque. Cette ligne qui prend soudain la dimension de l'infini lui révèle les générations d'ancêtres qui ont apporté jusqu'à lui le chant ou le pas de danse qui devient signifiant et que lui-même se fera un devoir de transmettre ».

Ce 5^e festival nous a présenté diverses formes de danse : danse pharaonique des bâtons, danse shamaniste et bouddhique de Corée, danse de cour ou chhan indien, théâtre dansé ou Kathakali indien.

Toutes ont réussi à nous communiquer la dimension « sa-

crée » de la danse. A cet égard, le spectacle total qu'est le Kathakali est le plus fascinant.

Originaire du sud-ouest de l'Inde, c'est l'un des théâtres les plus codifiés du monde, où l'artiste s'exprime essentiellement par le geste.

Épopée en pantomime à la fois, ces personnages aux costumes et

maquillages extraordinaires sont des dieux, des demi-dieux, des rois, des héros, des bons et mauvais génies ou des animaux fabuleux.

A travers leur épopée, leurs amours et leurs combats, c'est le mouvement même de la vie cosmique, de son cycle de destruction et de renaissance qui est représenté. C'est en fait une liturgie où le spectateur prend conscience et possession de lui-même.

C'est avec le Kathakali que la danse indienne vous est le plus magnifiquement révélée comme connaissance, art et religion à la fois.

Mireille CARRÈRE



Photo : Élie KAGAN

le portugal au musée des enfants

Un million d'immigrés portugais travaillent en France, dont 770 000 dans la région parisienne, et, parmi eux, 300 000 enfants scolarisés. Pour ces enfants, mais aussi pour leurs camarades français, pour les parents aussi évidemment, une des meilleures expériences « d'exposition-animation-architecture » vient de débiter au « Musée des enfants » du musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (14 avenue de New York, 75116 Paris).

Englobant tous les aspects de la vie portugaise au pays : habitat rural, cuisine, artisanat, urbanisme, agriculture, fêtes, religion, contes et légendes, sans didactisme pesant, cette immense animation-fête au milieu d'un

village en partie reconstitué offre aux enfants, mais aussi aux plus grands, les facilités créatrices d'ateliers d'artisanat reconstitués et libres, de montages audiovisuels et de musique, et replonge (ou plonge pour la première fois) l'immense immigration portugaise et nos compatriotes dans l'atmosphère digne et belle de l'un des pays les plus attachants et peut-être les plus secrets d'Europe. (Pour emmener ses élèves ou ses enfants en groupe, téléphoner auparavant à 723 61 27, poste 091, ils seront guidés par des animateurs portugais et français. Ouvert du 29 mars au 29 octobre, gratuit le dimanche).

Yves THORAVAL

livres reçus

Droits de l'homme

L'UNESCO offre aux éducateurs, enseignants, donc aux parents aussi, un clair traité sur les « Droits de l'Homme » et indique comment on peut initier de jeunes cerveaux à leurs mystères qui n'en sont pas puisqu'ils sont la base de la vie en société même : « Quelques suggestions pour un enseignement sur les Droits de l'Homme ».

éditions de l'UNESCO.

Heinrich Boll parle.

Le grand écrivain allemand injustement persécuté pour son attachement à ces mêmes droits de l'homme se livre ici en un long et intime entretien, qui est aussi un journal du souvenir collectif du peuple allemand, confronté avec son lourd passé récent, et où l'écrivain s'exprime avec une franchise aussi passionnante que dans ses romans sur les grands traits de la vie exemplaire d'un Allemand toujours attaché aux idéaux de la Liberté.

éditions du Seuil.

Yannis Ritsos, poète grec de la fraternité.

Communiste, le plus grand poète vivant de la Grèce moderne a plus connu le soleil derrière les barreaux que dehors. Pourtant, il n'a jamais cessé d'écrire ; son quinzième recueil à être traduit en français vient de paraître : « Monemvassia » (Malvoisie),

poème immense des retrouvailles avec la terre et le village natal, écrasés de soleil et de pierraille. L'éditeur, Maspéro, réédite aussi « La maison morte et autres poèmes », écrits en partie dans les bagnes des colonels. Quant à « Grécité », qui a été le véritable hymne de la résistance grecque, dont la possession était un crime sous Papadopoulos, et qui a été mis en musique par Théodorakis, il est aussi donné au public français dans une belle traduction de Lacarrière chez Fata Morgana (19, rue de l'Université, 34000 Montpellier), également l'éditeur de toutes récentes traductions inédites de K. Kavafy.

Vassili Vassilikos et les Métèques.

L'un des plus talentueux écrivains grecs modernes se penche sur l'état d'immigrés sans patrie autre que mentale de la diaspora multiforme des Grecs dans le monde, archipels d'hellénisme, exilés par le fascisme ou par une bougeotte immémoriale : dans « Un Poète est mort ».

éditions Julliard.

Salam, Chalom.

Ce beau salut, en arabe et en hébreu, est la contribution, en un témoignage fraternel, chaleureux et pittoresque, du voyage d'un photographe marocain d'importance, le seul citoyen d'un pays arabe à pénétrer en Israël, excepté

la suite de Sadate, lors du voyage de celui-ci à Jérusalem. Photographe du front marocain sur le Golan, lors de la guerre de 73, Maradji nous donne ici la version de l'accueil extraordinaire que lui ont réservé les Israéliens.

éditions Seghers.

Yves THORAVAL

et aussi...

■ Pour la première fois en France Jennifer Muller et « The works » au théâtre G. Philippe de Saint-Denis. Modern dance et humour.

■ Le retour de Brecht par le centre dramatique national de Bourgogne, les 17, 18, 19, 20 mai à 21 heures, au théâtre Jean Vilar de Suresne (772.38.80). L'art et le plaisir de vivre...

■ « Dialogues d'exilés » de Brecht jusqu'au 20 mai au théâtre (589.38.69) de la cité internationale, boulevard Jourdan à Paris.

■ A partir du 24 mai, un très beau spectacle : « L'Ulysse » d'Homère. même endroit.

Le titre exact du livre publié par M. Klotz dont nous avons rendu compte dans nos colonnes du mois d'avril est « l'homme malade » et non pas, comme une coquille nous l'avait fait écrire, « l'autre malade ».

■ Le 26 mai à 21 heures au théâtre Jean Vilar : Los Jaivas. Groupe de six musiciens chiliens qui mêlent avec originalité les sonorités de la musique latino-américaine aux résonances free-jazz des instruments électriques et des synthétiseurs. Un concert pas comme les autres.

■ 18 mai : « Chansons de Brecht » avec Renate Richter au théâtre des Amandiers à Nanterre (721.18.81)

■ Memphis Slim le 27 mai à 20 h 30 et Alexandre Lagoya le 30 mai à la Maison des Arts de Créteil (899.94.50).

■ Ouverture d'un nouveau café-théâtre : « Le Manuscrit », 20, rue des Quatre-Fils, 75003. Au programme : Serge Noyal à 21 h 30 : un one-man-show, incisiv.

les vacances des jeunes les moins chères ! le plus grand choix de formules et de pays !

- U.R.S.S. : 17 possibilités de séjours 2 ou 3 semaines et circuits à partir de 1.850,00 F
 - CUBA : L'année du Festival Mondial de la Jeunesse et des étudiants à partir de 4.180,00 F
 - GRÈCE : Un séjour-découverte 2 semaines, à partir de 2.290,00 F
 - R.D.A. : Un circuit de 4 villes 3 semaines à partir de 1.150,00 F
- Et en France :
- CORSE : 1 séjour à Porto Pollo 2 semaines à partir de 995,00 F Avec L.V.J., 17 pays à découvrir !

Pour tous renseignements et inscriptions, découpez et envoyer ce bulletin à LOISIRS ET VACANCES DE LA JEUNESSE

* 3, Place Paul Painlevé 75005 Paris - Tél. : 329.50.57
* 6, Bd Poissonnière 75009 Paris - Tél. : 246.45.13

NOM :PRÉNOM :

NOM :PRÉNOM :

ADRESSE :

(Informations aux adhérents)

piédssensibles
les chausseurs
du confort et de l'élégance
Choix unique en chevreau en sports et en bottes
(1^{er}) 5, rue du Louvre (Métro Louvre)
(9^e) Gare Saint-Lazare - 81, rue Saint-Lazare (M^o St-Lazare - Trinité)
(6^e) Rive gauche - 85, rue de Sèvres (Métro Sèvres-Babylone)
(10^e) Gare de l'Est - 53, bd. de Strasbourg (Métro Château-d'Eau)
Magasins ouverts tous les lundis

hebdo

chaque semaine
aux côtés
des
militants
du
Tiers-monde



tous les samedis
dans les kiosques, à Paris
le numéro : 6 F
abonnement d'un an : 230 F

Chaque mois dans MAGAZINE FRANCE URSS UNE INFORMATION PERMANENTE SUR L'UNION SOVIETIQUE VUE EN FRANCAIS

Abonnement 1 an : 40 F Etranger : 50 F
6 mois : 25 F - Etranger : 30 F
Rédaction-Abonnements : 61, rue Boissière
75116 Paris - C.C.P. 2019.03 Paris
Tél. 553.88.22.

Faire comprendre et rapprocher,
mais aussi révéler les injustices
et les inégalités, c'est l'action
que mène quotidiennement



En découvrant LA CROIX,
vous découvrirez aussi :

Un quotidien qui vous présente l'actualité de façon honnête, claire, complète et approfondie.
Un journal accessible qui tient compte du temps limité dont disposent ses lecteurs.
Un journal indépendant de tout pouvoir politique, économique ou financier, ce qui constitue la meilleure garantie de sa liberté pour informer et expliquer l'actualité.
Un journal attaché à des valeurs qui donnent un sens à la vie.
Un journal de rencontre et d'échanges ouvert à la diversité des opinions, à celles de ses lecteurs.

Pour faire sa connaissance, profitez de
l'offre exceptionnelle qui vous est faite ici :
8 SEMAINES : 20 F SEULEMENT

ADRESSER A LA CROIX-PROMOTION
5, rue Bayard - 75380 Paris Cedex 08

NOM - PRENOM _____
COMPLÉMENT D'ADRESSE (Résidence chez M.) _____
N° ET RUE OU LIEU-DIT _____
A _____
CODE POSTAL _____ PAR OU PAYS _____
T 08 E 1 C 2 N 048 C 1 Q

• Désire recevoir LA CROIX, 8 semaines au prix
exceptionnel de 20 F et règle ci-joint 20 F par chèque
bancaire ou postal 3 volets à l'ordre de Bayard Presse.

■ action ■

gros plan

deux journées d'étude

Deux initiatives sont prises par le m.r.a.p. dans la prochaine période, pour mieux armer ses militants et l'opinion publique, face à certaines manifestations de racisme d'une brûlante actualité.

Le samedi 27 mai, à l'U.N.E.S.C.O., se tiendra un colloque sur le thème : « Races, sociétés et aptitudes : apports et limites de la science ». Il s'agit d'examiner les campagnes qui se développent depuis des mois, notamment sous l'égide du G.R.E.C.E., pour justifier les inégalités par de prétendues différences génétiques entre les races, et aussi entre les classes sociales.

On comprend aisément que ce débat, apparemment abstrait, a des répercussions très graves sur le plan pratique, car les défenseurs de ces thèses apportent leur appui aux politiques racistes : on le voit clairement aux États-Unis et en Afrique du Sud. Il est urgent de leur opposer une argumentation claire, solide, et cependant nuancée, c'est-à-dire véritablement scientifique, car ils disposent d'énormes moyens, et leurs procédés confèrent un semblant de vérité aux dangereuses idées qu'ils propagent, auprès des gens non-avertis.

Aussi, ce colloque ne doit pas être seulement une rencontre au sommet à laquelle ne participeraient que des personnalités, des spécialistes (il y en aura d'éminents). Il intéresse tous les militants du m.r.a.p., et ses comités locaux sont invités à le faire connaître autour d'eux, spécialement parmi les enseignants de tous les niveaux et les associations les plus diverses.

Il en est de même pour la Journée d'étude sur L'antisémitisme et le néo-nazisme aujourd'hui qui se déroulera le samedi 10 juin.

Notre récent congrès a insisté sur ce problème dans le rapport du Bureau National et dans plusieurs interventions (Pierre Krausz, Armand Dimet).

Nous sommes de plus en plus préoccupés par la réapparition insolente des anciens nazis, la diffusion ouverte de leurs slogans, et les multiples tentatives pour atténuer ou même nier l'horreur de leurs crimes. Cette résurgence du passé s'inscrit dans un contexte où les organisations d'extrême-droite recourent impunément à la violence, et adaptent avec habileté les thèmes et les méthodes qui ont permis autrefois au nazisme d'intoxiquer les esprits et de s'imposer. Aussi, dans le domaine du racisme et dans les formes les plus diverses de démagogie de type national-socialiste, l'opinion ne décèle pas toujours les sources de leur inspiration et les dangers de leurs menées.

Là encore, l'information, la réflexion, fondements d'une action efficace, qu'apporteront des orateurs très qualifiés, concernent tout le m.r.a.p., et, plus largement, ceux qui ont souffert du nazisme, ceux qui entendent s'opposer à toute fascisation, particulièrement la jeunesse. Là encore, les comités locaux, ont à réaliser un important effort de sensibilisation et de mobilisation.

Pour ces deux journées de travail, tournées vers la lutte, les invitations sont à demander au m.r.a.p. Une participation aux frais de 20 francs pour la première (colloque scientifique) et de 10 francs pour la seconde (antisémitisme et néo-nazisme) est prévue. Une documentation sera remise à tous les participants.

d'une région à l'autre

auvergne - limousin

Préparée de longue date, la Semaine culturelle organisée par le Comité du m.r.a.p. du Puy-de-Dôme, s'ouvre le samedi 22 avril à Clermont-Ferrand. Elle commence, à la Maison du Peuple, par une soirée avec

Fernando-Marquès et un groupe de musique maghrébine. Le lundi 24, inauguration officielle, en présence d'Albert Lévy, secrétaire général du Mouvement, puis projection du film « La dernière tombe à Dimbaza », suivie d'un débat sur l'Afrique du Sud. Le mercredi 26 à 15 heures, spectacle pour enfants, avec exposition de dessins et poèmes ; le soir, projection de « Quitter Thionville » et débat avec le réalisateur, Mohamed Alkama.

droit et liberté ■ n° 369 ■ mai 1978

Le lendemain, nouveau spectacle pour enfants, et soirée avec Jacques Bertin précédé d'un groupe local. Le vendredi 28, enfin, grande manifestation artistique, avec Catherine Ribeiro, à la Maison des Sports. A quoi s'ajoute, tout au long de la semaine, une exposition sur les différents aspects du racisme, chaque matin, salle Gaillard et, le jeudi, une conférence de presse d'Albert Lévy, secrétaire général du m.r.a.p.

A la mi-mars, le comité de Clermont avait organisé une soirée-débat autour du film « Soweto 76 ». Celui qui vient de se créer à Vichy tient une réunion publique le 28 avril, avec la participation d'Albert Lévy.

Le nouveau comité de la Creuse a constitué son bureau ; il a de nombreux projets pour une action d'information, de prévention et, au besoin, de riposte.



Le 23 mars à St-Étienne, débat après la projection de « l'enchaînement » avec le réalisateur Jean-Daniel Simon et Jean-Pierre Garcia du m.r.a.p.

nord pas-de-calais

Tandis que le comité de Valenciennes poursuit son effort systématique d'information en organisant des débats dans les Maisons des Jeunes et de la Culture, celui de Denain a tenu un stand, le lundi de Pâques, à la braderie de cette ville.

Le 15 avril, à Lille, réunion de coordination des comités du Nord-Pas de Calais, tendant à créer un comité régional. Durant le week-end des 7, 8 et 9 avril, organisation de 4 projections du film « Quitter Thionville » avec débat à Lille, Roubaix, Tourcoing et Roncq.

D'autre part, nos amis préparent actuellement leur participation au Festival de l'Immigration qui aura lieu en juin sur l'agglomération lilloise. Ils ont distribué un tract à 30 000 exemplaires avec différentes organisations sur les « mesures Stoléro », tract qui reprenait in extenso celui du m.r.a.p. Création d'un comité à Tourcoing et réunion à Roubaix pour en créer un. La tournée d'un



**MANUFACTURE
DE
VETEMENTS**

CREATIONS - NOUVEAUTES
SPORT et CONFECTION
SPECIALITE
de VETEMENTS d'ENFANTS

16, rue du Roi de Sicile
PARIS - 4e Tél: 277.36.22

FABRIQUE DE BONNETERIE

Société Anonyme des Anciens Etablissements

E. MARCEL

au Capital de 400.000 F

Avenue du Polygone - 42300 ROANNE

(77) 71-37-25

CHEMISIER - HABILLEUR

antony

Vêtements pour Hommes

42, Rue de Béthune - 59000 LILLE

Tél. 54.62.89

**SOCIETE
JAROPA**

S.A.R.L. AU CAP. DE 20.000 F

**PRÊT A PORTER
ENFANTS**

Fabricant

Gros
Demi-gros

50, RUE GUSTAVE DELORY - 59000 LILLE

TÉL. 52-56-19

tissages de gravigny

tissus
d'ameublement

Sté anonyme des Ets M. Decroix

9 à 17, rue Diaz
92100 BOULOGNE-SUR-SEINE
Téléphone 604.81.16

CUIRS & PEaux
FOURNITURES GÉNÉRALES POUR
CHAUSSURES
**ETS J. SZERMAN
& FILS**

Les Spécialistes de Moutons et Chèvres
85, Rue Julien-Lacroix
75020 PARIS
Tél. : 636 53-18
636.81.39

**CONFECTIONS EN GROS
HOMMES - DAMES - ENFANTS**

SWIERCZ et Cie

S.A. 100.000

128, RUE DU MOLINEL - LILLE

TÉL. 54.74.06
& 54.96.20

SPECIALITÉS }
- CUIRS
- TERGAL
- COMPLETS
- PANTALONS

ETABLISSEMENTS

68 70, rue du Molinel, LILLE

Tél. 54.86.21

JITEX

BONNETERIE
GROS ET DEMI-GROS

représentant de l'A.N.C. est prévue à Lille et les marionnettes d'Amiens sont retenues pour faire des animations de rues. Le 1^{er} avril, participation à une réunion dans un foyer de travailleurs immigrés en grève dans l'agglomération lilloise.

normandie

Le comité de Rouen annonce qu'il a diffusé dans les environs 192 affiches reproduisant le texte de la Loi contre le racisme et vient d'en commander 100 autres. Il se préoccupe des tracasseries policières systématiques dirigées contre les nomades sur le terrain de Saint-Étienne-du-Rouvray et participe aux pourparlers pour la création d'une école sur ce terrain.

Le 21 avril, assemblée publique à Canteleu pour la formation d'un comité local du m.r.a.p.

Au Havre, le m.r.a.p. a été sollicité pour prendre part à plusieurs des initiatives prévues en mai et juin dans le cadre des grandes manifestations qui auront lieu sur le thème « Le Havre, carrefour des peuples ».

**alsace
lorraine**

Le comité de Nancy a publié, lui aussi, un communiqué rendant compte des réponses reçues aux propositions qu'il avait soumises aux candidats.

Bien que deux précédents arrêtés de même nature aient été annulés par le Tribunal administratif, le maire de Strasbourg vient d'en prendre un troisième, visant à interdire l'activité de quelques colporteurs africains qui vendent des objets exotiques dans les rues fréquentées par les touristes. La tension provoquée autour de ce problème a été telle que, l'an dernier, un coup de feu a été tiré contre un Africain, qui fut grièvement blessé.

La Chambre de Commerce et d'Industrie et l'Association des Commerçants diffusent, à l'intention des touristes, un tract les mettant en garde contre « les commerces non traditionnels : bois, ivoire, cuir ou matière plastique ». Les pressions policières s'accroissent pour rendre, pas les refus de cartes de séjour et les expulsions, les rues de Strasbourg « Afrikanerrein » (vides d'Africains). Le m.r.a.p., avec la Ligue des Droits de l'Homme et les syndicats, s'oppose à ces discriminations, aux côtés de l'Association des colporteurs. Une manifestation silencieuse a eu lieu le 19 avril, place de l'Université.

centre

Après le gala du 21 mars à Orléans (où Sam Rivers a été remplacé au dernier moment par le quartet de Franck Whright), qui a été un succès, le comité local prépare une importante manifestation pour le 16 juin, 2^e anniversaire du massacre de Soweto.

A Tours, le nouveau comité local a animé, le 10 mars, un débat au « Studio IV » sur le film « Angela Davis, portrait d'une révolutionnaire ».

paris

Le comité du 18^e qui a noué des contacts avec les divers candidats aux élections législatives, les poursuit avec les élus, pour examiner comment réaliser les engagements pris. Des rendez-vous ont d'ores et déjà été fixés. Par ailleurs, le comité a édité un tract reproduisant notamment l'appel de Mgr Etchegaray contre le racisme (voir droit et liberté de mars) et appelant les chrétiens à agir. Ce tract a été diffusé le dimanche 2 avril devant les églises, avec l'accord des prêtres, qui en ont parlé aux fidèles, et, dans certains cas, ont pris part eux-mêmes à la distribution.

Les comités du 19^e et du 20^e poursuivent la diffusion régulière de droit et liberté sur les marchés, le dimanche.

Le 24 avril, a lieu, une assemblée des comités de Paris et de la Région parisienne pour faire le point de l'action et examiner les tâches à venir (participation au colloque sur la science et le racisme, à la journée d'étude sur l'antisémitisme et le néo-nazisme et à la fête de la J.O.C., campagne de souscription pour le livre de Pierre Paraf : « La France de l'Affaire Dreyfus »).

**région
parisienne**

« L'intervention du m.r.a.p. auprès de l'Inspecteur du Travail a été déterminante, car elle a incité l'Inspecteur à ouvrir une enquête, qui a enfin permis de réunir des preuves »

Désireux de m'informer et de soutenir l'action contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix

**J'adhère au m.r.a.p. ■
Je m'abonne à droit et liberté ■**



Nom (en capitale)

Prénom âge

Profession

Adresse

Code postal Ville

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 30 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du M. R. A. P.

Abonnement d'un an à DROIT et LIBERTÉ (50 F). Abonnement de soutien (100 F). Etranger (75 F). C. C. P. 9239-81 Paris ■ Rayer la mention inutile.

mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (m.r.a.p.)
120, rue saint-denis - paris (2^e) - tél. : 233.09.57 - c.c.p. : 14-825-85 paris

INSTITUT NATIONAL DU TAPIS



INSTITUT NATIONAL DU TAPIS

Magenta Lino-Tapis

POUR VOS SOLS (rez-de-chaussée)
REVÊTEMENTS EN TOUS GENRES
MOQUETTES
TAPIS CONTEMPORAINS, CLASSIQUES, ORIENT
ROUMAINS importation directe
ÉTUDES ET DEVIS GRATUITS - POSE PAR SPÉCIALISTES
LIVRAISONS PARIS ET BANLIEUE

POUR VOS MURS (1^{er} étage)
PAPIERS PEINTS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
VINYLS - TEXTILES MURAUX, MURAL MOUSSE
PEINTURES DE MARQUES

100-102, BOULEVARD MAGENTA,
75010 PARIS TÉL. : 607.11.25 - 202.71.12
 Métro : Gare de l'Est, Gare du Nord (Parking assuré)

24 RUE NEUVE LILLE 57.40.01

quetche



PRET A PORTER
FEMININ

Esuwé*

FABRIQUE DE PETITE MAROQUINERIE
DE LUXE

88, RUE DES ARCHIVES, 75003 PARIS
 TÉL. 272 64-67

Marchal

VÊTEMENTS DE LOISIRS



43, r. du Sentier, 75002 PARIS
 ☎ 233 49-35

Ets. MARCHAL
 Société à Responsabilité Limitée
 au Capital de 125.000 francs

Mission Frocs

FABRICANT JEAN'S SPORTSWEAR

5, Rue Taylor 208-27-54
 75010 PARIS 209-79-62

FRIPERIE

AMERICAINE ET EUROPEENNE
 ARRIVAGES REGULIERS
 D'UNE VARIETE D'ARTICLES CIVILS
 ET MILITAIRES DE TRES BELLE QUALITE

Sté KARCENTY Frères

165, rue Pelleport - PARIS-20^e - Tél. : 636-87-89
 Métro : TELEGRAPHE

PRET A PORTER
 POUR MONSIEUR

LUC

STYLE JEUNE

DE LUXE
 STOCK PERMANENT



VÊTEMENTS

127, RUE DE TURENNE
 75003 PARIS 272. 06-89

discriminatoires qui l'on conduit à refuser les licenciements proposés par la Société Tailleur. C'est la démonstration, une fois encore, que le m.r.a.p. est un organisme d'intérêt public ; c'est à ce titre que les immigrés vont devenir désormais les porteurs de parole du m.r.a.p. dans leurs pays d'origine ».

Cet extrait d'une lettre de M. Diallo, au nom du syndicat C.G.T. d'une entreprise d'emballage de la Seine-Saint-Denis, témoigne de l'efficacité d'une action du m.r.a.p. pour empêcher les licenciements systématiques de travailleurs immigrés. Cette action a été menée avec le concours actif de la Permanence juridique.

Le comité de Colombes, qui a organisé le 21 mars, une soirée où fut présenté le film « femmes de Soweto », a fait paraître dans la presse locale un communiqué sur l'Année Internationale contre l'apartheid. Celui de Malakoff a recueilli plusieurs adhésions au cours d'une assemblée, le 24 mars. L'exposition du m.r.a.p. sur l'Afrique du Sud a été présentée le 21 mars au foyer socio-éducatif du Lycée A. Renoir à Asnières.

Dans les Yvelines, où le comité départemental et les comités locaux reçoivent une lettre de Bertrand Bary, secrétaire départemental, sur les décisions et prévisions du Bureau National, est annoncée la prochaine création d'un comité à Plaisir et une assemblée pour reconstituer celui de Versailles.

Le comité de Saint-Denis a écrit à tous les candidats du département aux élections législatives ; plusieurs lui ont répondu favorablement. Il a, par ailleurs, édité et diffusé un tract, accueilli partout avec sympathie, stigmatisant les propos sur les « bougnoules » tenus par J.J. Servan-Schreiber à la télévision pendant la campagne électorale.

picardie-champagne-

Le comité de Compiègne vient de publier un très intéressant rapport où il exprime ses réflexions après deux ans d'existence. « Il a eu comme souci, dit-il, d'équilibrer son activité entre un rôle de défense contre les manifestations du racisme et de la ségrégation, et un rôle d'explication, d'information des luttes contre le racisme, en France et dans le monde ». Pour ce qui est du premier volet, un effort systématique et résolu a été poursuivi dans le domaine du logement des travailleurs immigrés et des résultats obtenus dans plusieurs cas précis ; mais il reste fort à faire, une enquête menée par le comité avec un groupe d'étudiants marocains « a révélé des situations dramatiques dans une ville « bourgeoise », riche : à deux pas de l'Université de Technologie, dont l'architecture est réputée dans toute l'Europe, des familles d'immigrés vivent sans eau, sans lumière, sans sanitaire... pour des loyers de 500 francs par mois ». Des actions en justice, avec la Permanence juridique du m.r.a.p. sont en cours contre des employeurs racistes, et le comité défend aussi les travailleurs immigrés contre les brimades et menaces de

l'Administration en matière de cartes de séjour.

Pour la partie animation et information, le comité cite sept initiatives entre mai et novembre 1977 qui lui ont permis de diffuser les idées du m.r.a.p. Il se préoccupe en particulier de l'action pédagogique : un débat a eu lieu récemment, à l'intention des enseignants et éducateurs, avec le concours du C.L.E.P.R.

Outre les initiatives prises pour le 21 mars,

déjà signalées, le comité d'Amiens s'est manifesté par deux soirées-débats autour du film « Les Ambassadeurs », animées l'une par Jacqueline Costa-Lascoux, membre du Bureau National, l'autre par Élimane Kane, membre du Conseil National. Le 31 mars, il est intervenu dans un café qui refusait de servir les nomades, et envisage une action judiciaire. Il avait adressé une lettre avec les propositions du m.r.a.p. à tous les candidats aux élections législatives.

bonne chance, alex !

Alexandre dos Santos Castanheira, membre du Secrétariat national du m.r.a.p., regagne son pays, le Portugal, qu'il avait quitté au temps de la dictature fasciste. Ce n'est pas sans un serrement de cœur que les membres de la Direction du m.r.a.p. se sont séparés d'Alex après des années de lutte commune : tous les militants appréciaient son dévouement à la cause antiraciste, sa lucidité et son efficacité, en même temps que sa gentillesse, son esprit toujours fraternel.

Au moment de partir, il a adressé aux membres du m.r.a.p. cette lettre :

« Chers amis et camarades :

Comme je l'ai annoncé au dernier Conseil National, je pars définitivement au Portugal. J'ai à ce moment-là déclaré :

Je suis venu au m.r.a.p. en pleine lutte pour la Loi contre le racisme. Travaillant à l'usine Renault de Billancourt, avec près de 14000 travailleurs immigrés, je comprenais dans mon action quotidienne qu'ils avaient, que nous avions besoin d'une telle Loi pour pouvoir nous défendre contre tout l'arbitraire, contre toutes les brimades et humiliations, contre toutes les discriminations vécues à l'usine, dans la ville, à l'école, partout...

« Une fois au m.r.a.p. je me suis trouvé au milieu de personnes qui soutenaient les droits des travailleurs immigrés, mais chacune d'elles ajoutait d'autres préoccupations aussi importantes : la défense des juifs français victimes de l'antisémitisme, la paix au Moyen Orient, les droits de l'homme dans les colonies, dans les pays en lutte pour l'indépendance, dans tous les pays où il s'avère qu'il y a atteinte à la liberté et à l'égalité des hommes. En plus, ces femmes et ces hommes du m.r.a.p., en accord avec leurs idéaux politiques ou religieux, défendaient leurs points de vue sur ces problèmes en toute franchise et liberté, mais toujours dans le respect des idéaux des autres camarades du m.r.a.p.

« Ce fut une grande leçon pour l'immigré que je suis. Le pluralisme du m.r.a.p., je l'ai vécu et j'ai appris à me battre pour la solution

qui m'était chère en essayant de ne pas choquer la sensibilité des autres camarades, comme moi des anti-racistes sincères. Je n'ai pas toujours vu adoptée ma solution ; je n'ai pas toujours vue adoptée la solution des autres. Le plus souvent ce qui était adopté, c'était la solution acceptable par tous.

« Je retourne au Portugal, je vais continuer dans mon pays la lutte pour une vie meilleure pour les Portugais, tout en continuant à militer — non au m.r.a.p., car c'est loin — mais pour ces objectifs d'égalité et de liberté des hommes partout où ils sont violés. Et je mènerais cette lutte avec fidélité au principe du pluralisme démocratique qui est la règle d'or de notre m.r.a.p. »

Je réaffirme tout cela, amis, mais je veux rester quand même proche du m.r.a.p. Ne me laissez pas sans nouvelles de notre Mouvement. Envoyez-moi régulièrement notre « Droit et Liberté » ainsi que d'autres nouvelles et prises de position, sur l'immigration en particulier. Cela me donnerait un grand plaisir et m'aiderait, en partie, à l'accomplissement de mes nouvelles tâches au Portugal.

En vous remerciant de la confiance qui m'a toujours été accordée par vous tous, je vous laisse mon adresse au Portugal.

Je vous souhaite à tous une bonne santé et de grands succès dans votre action en faveur du développement et de la consolidation pluraliste du m.r.a.p. dans une France enfin libérée du racisme, où tous les travailleurs étrangers cesseront d'être traités comme immigrés exclus de droits pour devenir des coopérants au service du développement de l'économie de votre beau pays.

Fraternellement vôtre »
 Alexandre dos Santos Castanheira

Nous aussi, nous souhaitons à notre ami beaucoup de succès dans son beau pays. Nous resterons en relations. Par delà les frontières, nous défendrons les mêmes idéaux. Et après tout, le Portugal, ce n'est pas si loin ; il y aura sans nul doute des occasions de se revoir. Bonne chance, Alex ! Et à bientôt !

LES MIGRATIONS DE DJEHA

Notre ami Djeha rencontre des camarades bien infortunés et comme lui confrontés au problème du "million"...

par SALADIN



ILS ONT DONC TROUVÉ UN ÉQUILIBRE, ENTRE LES DEUX CÔTES DU CORPS D'AMAL, DES MILLIONS CONSTITUENT EN FAIT, SELON LE YAO, DU LE TOA, JE NE SAIS, L'HARMONIE SUPRÊME...

SI JE LES AI BIEN COMPRIS, ILS ONT DIT QUE LE MONDE ENTIER ÉTAIT APPÊLÉ À S'HARMONISER AVEC MA SITUATION... PFFF...

TOI QUI N'A PERDU QU'UN SEUL SEIN, CELA A DÛ TE DÉSARMONISER...

VRÁIMENT... L'AMAL A QUI PERD GAGNE... MOI JE PRÉFÈRE ÊTRE UN MAUVAIS BAGNANT QU'UN BON PERDANT...

ET ILS SE DISENT "NOUVEAUX PHILOSOPHES" MOI SI J'ATTIRAI UN DE CES PRÉCHEURS EN VEAU TROUBLE, JE LUI CAUSERAIS DE MA NOUVELLE PHILOSOPHIE... CELLE DES GOUPS DE PONG SUR LA FIGURE...

UNE BELLE LUNE REDPENSÀIT DE HORS... TELLE UNE FÉE... MAIS QUE NE SAIGNE AU-DESSUS IL QU'AUZ AMOUREUX EN VOYAGE DE NOCES...

MEZ FRÈRES QUI, AIT DES CAPITALISTES DU SAVOIR, QUI VIENNENT VOUS VOIR, POUR FAIRE DES ARTICLES, DES THÈSES SUR VOUS S'ENRICHIR AINSI, JE LE SAIS...

BA, BA... IL PARLE COMME UN LIVRE... HEU... BLANC!

JE FÉRAI PERSONNELLEMENT TOUT POUR LES DÉNONCER... CAR ILS FONT DE NOS SOUFFRANCES UN ÉMODE QUI, UNE MODE S'OUVRIT VITE MAIS NOTRE MISÈRE?

UNE MODE S'OUVRIT VITE MAIS NOTRE MISÈRE?

MAIS, C'EST PAS UN FOMER, C'EST UN MUSÉE DES HORREURS. AU FAIT, C'EST PAS UN FILM QU'ON TOURNE PAR HASARD?

EH, ÇA C'EST RIEN, ATTENDS QU'ILS FINISSENT DE MANGER, TU VERRAS, TU PERDRAS RIEN S'IL EN EST LA TÊTE...

HE, VIEUX DÛ MOI POURQUOI US'ÊTES PARISIEN LIBÈRE "ALORS QUE T'EN ES NI PARISIEN NI LIBÈRE"

MOI, JE PARLE DE VOUS, CAR CE FAISANT JE PARLE DE MOI. J'AI HABITÉ DANS UN Foyer, MAINTENANT J'HABITE SEUL, EN COMPAGNIE DE MES SOUCIS, VOUS LES CONNAISSEZ, CE SONT NOS AMIS COMMUNS... LA PEUR DE NE POUVOIR PAYER SON LOYER DU RENDUELER SES PAPIERS, DU ÊTRE RENDUÛE...

EH BIEN, JE TELS PARCE QUE C'EST LE SEUL JOORNAL FRANÇAIS QUI PARLE, MEME EN MAL, DE NOUS... IL NOUS RÁPPELLE Á NOUS, MÊMES...

VOUS-VOUS, CHERS AMIS... MÊME AVEC LES MUTILATIONS QUE J'AI SOUFFERTES, JE GARDE ET JE GARDE ES-POIR, OUI... CELUI DU JOUR DE MA MORT!

MAIS JE N'EN REVIENTS PAS MOI, JE SENS MON CERVEAU COMME UNE MER AGITÉE... DES VAGUES D'INQUIÉTUDES SE JETTENT SUR MA POITRINE...

ATTENDS... TU N'AS ENCORE RIEN VU DE CE FOMER, NI DE L'IMMIGRATION... IL Y A DE TOUT DE L'ANALPHABÈTE Á L'INTELLECTUEL...

LA MORT EST LA SEULE CHOSE QUI NOUS CONSIDÈRE, TOUS COMME ÉGAUX, ELLE N'OUBLIE PERSONNE...

PENDANT CE TEMPS, DANS LA VILLE, UNE VIE TOUT AUTRE, UNE VIE D'UNE AUTRE PLANÈTE SUIVANT SON COURS, POUR AUTANT QU'ELLE EN AIT UN... PASSIONNÉ, C'EST PAS NOTRE PROBLÈME...

NOUS FABRIQUER DES FAUX CIGES QUI NE TOMBENT RAIENT PAS, EST-CE QUE C'EST PRÉVU DANS LE PROGRAMME COMMUN?

UN VÉRITABLE MATHÉMATIEN DANS LES LABYRINTHES DE LA DROITE.

OH NON, CETTE GÂCHE EST TROP MALADROITE, ELLE N'A D'YEUX QUE POUR L'ÉCONOMIQUE... MON CŒUR, OUI !!

DANS CES VILLES OÙ RIEN NE DE VRAIT MANQUER, L'ATTENTE EST TOUJOURS AU RENDRE-VOUS...

HUIT HEURES ET DEMI... TSSS...

HUM, JEN VIE L'HOMME QUI DOIT POSSÉDER CETTE POITRINE... UNE BELLE AFFAIRE!

QUELQUES TEMPS APRÈS...

ADELÁIDE!!

CNFIN!

BONSOIR, EXCUSE-MOI, CE RETARD... IL Y A EU DES LICENCIEMENTS, ET ON A DISCUTÉ DE LA FAÇON D'ORGANISER UNE ACTION DE MASSE !!

MM... OUI, COMME TOUJOURS...